



cress

Chambre Régionale
de l'Économie Sociale
et Solidaire
Auvergne-Rhône-Alpes

Panorama Auvergne-Rhône-Alpes

*Ce que l'Économie Sociale et
Solidaire apporte à la société*

2023

Sommaire

- 2 |
- 4** | **L'ESS : des principes communs, une pluralité de modèles**
 - 9** | **Ce que l'ESS apporte à la société**
 - 10** | Aider les publics vulnérables
 - 11** | Permettre de bien vieillir
 - 12** | Accompagner la petite enfance
 - 13** | Accompagner les personnes en situation de handicap
 - 14** | Permettre d'accéder aux soins pour toutes et tous
 - 15** | Protéger face aux aléas de la vie
 - 16** | Financer autrement l'économie
 - 17** | Soutenir et accompagner les entreprises
 - 18** | Démocratiser nos systèmes de production
 - 19** | Favoriser une alimentation et une agriculture durables
 - 20** | Ouvrir d'autres horizons numériques
 - 21** | Former et accompagner à l'emploi
 - 22** | Donner une seconde vie aux biens et matériaux
 - 23** | Favoriser des mobilités durables et inclusives
 - 24** | Produire ensemble les énergies de demain
 - 25** | Construire et habiter autrement
 - 26** | Rendre les vacances et les voyages accessibles à tous
 - 27** | S'émanciper par le sport
 - 28** | Démocratiser la culture
 - 29** | Éduquer et s'engager
 - 30** | **Travailler dans l'ESS**
 - 32** | **L'ESS, une économie au service des territoires**
 - 34** | **L'Observatoire régionale de l'ESS et ses publications**
 - 35** | **La CRESS Auvergne-Rhône-Alpes et les Pôles ESS**



RESPONSABLE ÉDITORIAL : Marion Azevedo, Sébastien Maréchal • **RÉDACTION ET SUIVI ÉDITORIAL :** Lorène Pastiau, Youssoufou Delma, Hélène Obert, Violayne Le Borgne, CRESS AURA ; Benjamin Roger, Julien Ramirez, Matthieu Dumoulin, ESS France • **DIRECTEUR DE LA PUBLICATION :** Sébastien Maréchal • **CONCEPTION GRAPHIQUE ET ILLUSTRATION :** CLEO studio



Armand Rosenberg

Président de la CRESS Auvergne-Rhône-Alpes

Dans un monde où se multiplient les tensions, nous attendons du pouvoir exécutif des orientations politiques fortes, mais est-ce qu'agir n'est pas avant tout de la responsabilité de chaque organisation ? Dérèglement climatique, pandémie, inflation, insuffisances alimentaires, pénuries de composants, guerres...

Ces bouleversements ne sont pas provisoires. Ils sont installés durablement ou amenés à se répéter tant que notre société continuera à encourager une économie mondialisée et une croissance déraisonnée.

À partir de ce constat, deux choix s'ouvrent à nous : rester aveugles face aux signes d'essoufflement du modèle et aux conséquences néfastes qu'il produit ou opérer un profond changement ; une transition qui soit volontaire et positive.

Pour nous, il y a urgence à agir pour mettre en œuvre ces transitions économiques, sociales et environnementales. Nous devons repenser notre mode de fonctionnement, notre façon de créer de l'activité économique et in fine notre mode de développement qui doit rimer avec solidarité et bannir toutes formes d'exclusion, plutôt que le chacun pour soi.

C'est dans ce contexte que l'Économie Sociale et Solidaire est plus que légitime à apporter des solutions, en raison de son ADN basé sur des notions engagées : sens de l'intérêt général, gouvernance collective, lucrativité limitée, coopération économique, implication des citoyens... Mais aussi par sa volonté de « faire système » et rassembler l'ensemble des acteurs (territoires, entreprises, structures de l'ESS, collectifs, citoyens) qui souhaitent entreprendre pour la transformation de l'économie.

L'ESS est aujourd'hui présente partout, dans notre économie et notre vie quotidienne. Avec ses activités de solidarité, d'éducation populaire et culturelle, l'ESS contribue largement à la pertinence de notre contrat social et plus largement à l'effectivité de la promesse républicaine.

De fait, la plupart des activités économiques et sociales sont compatibles avec les formes d'action collectives de l'ESS : ses associations, coopératives, mutuelles, fondations et entreprises sociales sont présentes quasiment partout, reflétant dans nos territoires une longue histoire de la coopération et de l'entraide.

Ses « raisons d'agir » sont aussi fortes que nombreuses : s'émanciper, se former, s'assurer contre les risques de la vie, soigner et accompagner, accéder aux loisirs ou à une alimentation saine, relocaliser et démocratiser nos outils de production, adapter ces derniers aux limites de notre environnement... La liste est encore longue et nécessite de dresser un panorama complet de ce que l'ESS apporte à la société, afin de mieux l'appréhender comme une actrice incontournable des transitions à venir.

Ainsi, nous portons ce plaidoyer et partageons la voix d'ESS France, auprès d'élus locaux, de collectivités, de réseaux de notre écosystème et plus encore, pour défendre cette vision, car nous sommes convaincus que l'ESS peut apaiser notre société et son économie, en choisissant la coopération plutôt que l'individualisme, l'impact social plutôt que le profit de très court terme.

Changeons la donne, choisissons une économie sociale, solidaire, responsable et durable !

EXTRAIT DE LA DÉCLARATION D'ENGAGEMENT DE L'ESS

Pour une République sociale et solidaire, nos raisons d'agir

“La raison d'agir de l'Économie Sociale et Solidaire est d'orienter le progrès, dans toutes ses dimensions, à la fois sociale, économique, démocratique, citoyenne et écologique. L'ESS s'efforce d'organiser les mutations des modes de production et de consommation imposées par l'urgence écologique et sociale en développant le pouvoir d'agir par l'engagement et le pouvoir de vivre du plus grand nombre. Elle se fonde sur la liberté, l'égalité, la solidarité, la responsabilité, la démocratie et la raison. L'ESS est la norme souhaitable de l'économie, qui démontre par la preuve que la prospérité peut être inclusive et atteinte en respectant les limites planétaires avec l'implication de toutes et tous.”

L'ESS : des principes communs, une pluralité de modèles

L'Économie Sociale et Solidaire (ESS) regroupe des entreprises privées organisées collectivement sous la forme d'**associations**, de **coopératives**, de **mutuelles**, de **fondations** et d'**entreprises sociales** (voir encadré).

Elle est une économie du quotidien, multi-sectorielle et ancrée dans les territoires.

La loi du 31 juillet 2014 donne pour la première fois à l'Économie Sociale et Solidaire une définition légale

Selon la loi, l'ESS est « un mode d'entreprendre et de développement économique adapté à tous les domaines de l'activité humaine ». Les entreprises de l'ESS remplissent les conditions suivantes :

- un but poursuivi autre que le seul partage des bénéfices,
- une gouvernance démocratique, prévoyant l'information et la participation, dont l'expression n'est pas seulement liée à leur apport en capital, des associés, des salariés et des parties prenantes aux réalisations de l'entreprise,
- une gestion conforme aux principes suivants :
 - ◇ les bénéfices sont majoritairement consacrés à l'objectif de maintien ou de développement de l'activité de l'entreprise,
 - ◇ les réserves obligatoires constituées, impartageables, ne peuvent pas être distribuées [...].

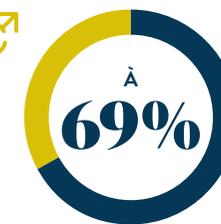
L'Économie Sociale et Solidaire est composée des activités de production, de transformation, de distribution, d'échange et de consommation de biens ou de services sous la forme :

- de coopératives, de mutuelles, d'unions, de fondations ou d'associations,
- de sociétés commerciales qui, aux termes de leurs statuts, remplissent certaines conditions.

L'ESS en Auvergne-Rhône-Alpes, c'est :

294 396

EMPLOIS¹



OCCUPÉS
PAR DES FEMMES²

20 509

ENTREPRISES
EMPLOYEUSES³



28 124

ÉTABLISSEMENTS
EMPLOYEURS⁴

1 emploi / 7

DANS LE SECTEUR PRIVÉ⁵

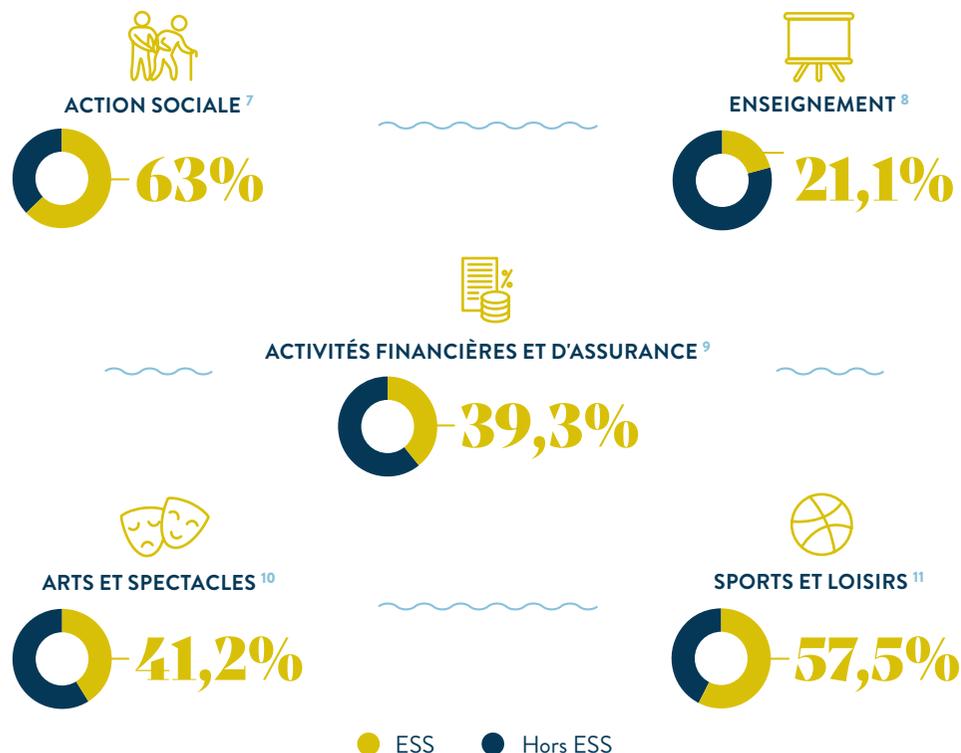


1 emploi / 9

DANS L'ENSEMBLE DE L'ÉCONOMIE⁶

L'ESS est présente dans tous types d'activités

Son poids dans l'emploi peut y être particulièrement important, voire majoritaire sur certains secteurs :



Son poids dans l'emploi sectoriel ne suffit pas cependant à révéler la diversité des contributions de l'ESS à l'ensemble des activités qui composent notre économie. **[P.9 CE QUE L'ESS APPORTE À LA SOCIÉTÉ]**



L'ESS AU CŒUR DES POLITIQUES PUBLIQUES

Depuis 1981, l'ESS a fait son entrée dans le portefeuille d'action des gouvernements. En 2012, son rattachement au ministère de l'Économie et des Finances lui donne l'impulsion qui aboutira à l'extension de la reconnaissance de son rôle politique au travers de la loi de 2014. Ce positionnement à Bercy offre à l'ESS un cadre d'action transversal et une meilleure compréhension de la spécificité de ses modèles économiques, un atout qui a fortement joué sur le soutien de l'État aux entreprises de l'ESS durant la crise sanitaire et sur le développement du fonds de soutien Urgenc'ESS.

L'ESS, en tant qu'actrice majeure de l'économie des territoires, est une partenaire de premier plan des collectivités territoriales dans la co-construction de leurs politiques locales. Les Chambres régionales de l'ESS (CRESS) font ainsi figure de cheffes de file de l'ESS en région et accompagnent les collectivités dans la mise en œuvre de leurs actions de développement économique à la faveur de l'ESS et des habitants. Multi-sectorielles et transversales, les entreprises et organisations de l'ESS touchent à l'ensemble des compétences des collectivités (régionales, départementales, communales) et participent au décloisonnement de l'action publique locale. Un atout majeur pour accélérer la transition écologique des territoires.

Enfin, l'ESS est reconnue au niveau international pour le potentiel d'un développement économique socialement juste et soucieux des enjeux écologiques. En 2021, ce rôle est mis à l'honneur par le plan d'action de la Commission européenne en faveur du développement de l'ESS et du renforcement de sa visibilité à l'échelle européenne.



Les associations,

AU CŒUR DE L'ENGAGEMENT CITOYEN ET ÉCONOMIQUE

Les associations représentent une figure structurante de la vie citoyenne et économique française. C'est par elles que s'organisent des activités de toute sorte dans le domaine des arts, des sports, des loisirs, du tourisme, mais aussi par elles que se défendent des causes politiques et que se construisent une variété de services économiques et sociaux répondant aux besoins de leurs adhérents et de l'ensemble de la société. Les associations sont représentées à l'échelle régionale par **Le Mouvement Associatif Auvergne-Rhône-Alpes**.



142 662
ASSOCIATIONS
ACTIVES ¹²

8 076 495 182
EUROS
DE RÉMUNÉRATIONS BRUTES ¹³

2,2
MILLIONS DE PARTICIPATIONS
BÉNÉVOLES ¹⁴

229 815
EMPLOIS

78,1%
DES EMPLOIS
DE L'ESS ¹⁵

¹² Estimation d'après INSEE FLORES 2018 et INSEE, enquête Situation des associations en 2018. • ¹³ INSEE FLORES 2018 • ¹⁴ Estimation d'après Insee, enquête Situation des associations en 2018 • ¹⁵ INSEE FLORES 2018



Les coopératives,

DES CONTRIBUTRICES MAJEURES DE L'ÉCONOMIE

Les sociétés commerciales coopératives participent activement au développement économique et démocratique des territoires, elles sont fédérées au sein du **réseau Coop Fr**. Leurs sociétaires peuvent être des entreprises désirant mutualiser leurs ressources (coopératives agricoles, d'artisans, de transporteurs, de commerçants...), des usagers souhaitant reprendre en main les services dont ils bénéficient (coopératives scolaires, de consommateurs, copropriétés coopératives, coopératives HLM, banques coopératives), ou encore les travailleurs pour mieux agir sur leurs outils de production (Scop - Sociétés coopératives et participatives, CAE - Coopératives d'activités et d'emploi, Scic - Sociétés coopératives d'intérêt collectif). En région Auvergne-Rhône-Alpes, il existe des têtes de réseaux des sociétés commerciales coopératives, tels que l'Union régionale des Scop et Sci ou encore la Coopérative Agricole.



2 967
ÉTABLISSEMENTS
COOPÉRATIFS EMPLOYEURS ¹⁶

35 465
EMPLOIS

12%
DES EMPLOIS
DE L'ESS ¹⁷

1/4

DES EMPLOIS DE LA RÉGION
DANS LE DOMAINE DES ACTIVITÉS
FINANCIÈRES ET ASSURANCES
APPARTIENNENT À UNE
COOPÉRATIVE ¹⁸

¹⁶ - ¹⁷ - ¹⁸ INSEE FLORES 2018



Les mutuelles,

POUR ASSURER LES BIENS, LES PERSONNES ET ACCOMPAGNER LES BESOINS SANITAIRES ET SOCIAUX

Préfiguratrices de la sécurité sociale, les mutuelles sont des actrices majeures de l'entraide et de la solidarité en France. Elles permettent à leurs adhérents de disposer de garanties financières face aux aléas de la vie et gèrent de nombreux établissements de soin et d'action sociale. Elles sont représentées par l'**Association des Assureurs Mutualistes** (mutuelles d'assurance des biens et personnes) et l'**Union Régionale de la Mutualité Française** (mutuelles de santé et de prévoyance).



1081

ÉTABLISSEMENTS
MUTUALISTES EMPLOYEURS¹⁹

18 619

EMPLOIS



6,3%
DES EMPLOIS
DE L'ESS²⁰

1/4

DES SALARIÉS DE LA RÉGION
TRAVAILLANT DANS LE
DOMAINE DE L'ACTION
SOCIALE APPARTIENNENT À
UNE MUTUELLE²¹

10 497

EMPLOIS²³



3,6%
DES EMPLOIS
DE L'ESS

1/2

DES FONDATIONS DE
LA RÉGION
INTERVIENNENT DANS
LE CHAMP DE L'ACTION
SOCIALE²⁴



Les fondations,

LA PHILANTHROPIE ET LA GESTION D'ACTIVITÉS D'INTÉRÊT GÉNÉRAL

Les fondations sont des organisations majeures de la philanthropie. Elles collectent et redistribuent plusieurs milliards d'euros de fonds à des projets d'intérêt général. Elles sont aussi gestionnaires d'hôpitaux à but non lucratif, de nombreux établissements d'hébergement sociaux, ou encore d'établissements d'enseignement et de recherche.

Elles sont représentées au niveau national par le **Centre Français des Fonds et Fondations**.



299

FONDATIONS
EMPLOYEUSES²²

10 497

EMPLOIS²³



3,6%
DES EMPLOIS
DE L'ESS

1/2

DES FONDATIONS DE
LA RÉGION
INTERVIENNENT DANS
LE CHAMP DE L'ACTION
SOCIALE²⁴



Les sociétés commerciales de l'ESS (non coopératives),

UN MODÈLE DE L'ENTREPRISE SOCIALE

Nouveau statut prévu dans la loi de 2014, les sociétés commerciales de l'ESS sont des entreprises dont l'objet ne se réduit pas au partage des bénéfices, dont la gouvernance est collective, et dont les modalités de gestion imposent le report à nouveau et la mise en réserve obligatoire impartageable d'une partie de leurs bénéfices. Présentes dans des secteurs d'activités comme le réemploi et le recyclage, l'insertion, le numérique, la finance solidaire, le commerce équitable, elles se fédèrent aujourd'hui au niveau national au sein du **Mouvement Impact France**.



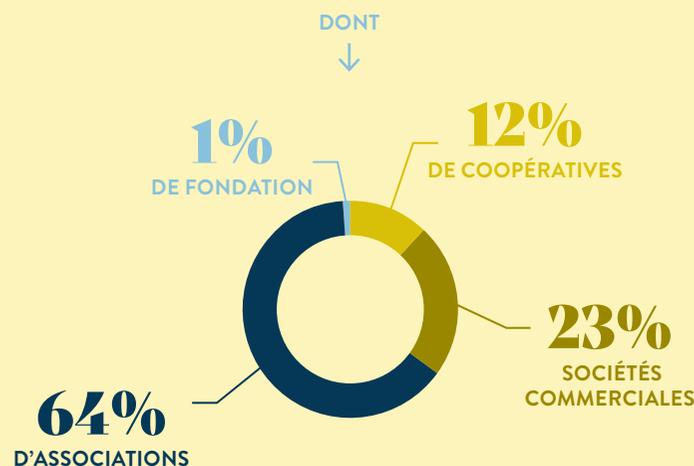
Zoom sur l'agrément « Entreprises Solidaires d'Utilité Sociale » (ESUS)

L'agrément ESUS permet d'identifier les entreprises de l'ESS quel que soit son statut juridique, qui orientent leurs activités de manière significative vers des finalités socialement exigeantes.

En contrepartie, il offre différents avantages : un accès facilité aux fonds d'investissements solidaires, un soutien fiscal, un effet de signal auprès notamment de partenaires ou acheteurs publics et l'accès à certains dispositifs d'aide ou de financement spécifiquement dédiés à l'ESS.

Ces entreprises agréées sont fédérées au niveau régional au sein du **Collectif des Entreprises Solidaires d'Utilité Sociale (CRESUS)** initié et animé par la CRESS.

211
ENTREPRISES DE L'ESS
AGRÉÉES ESUS
EN 2022²⁵





Ce que l'ESS apporte à la société

Aider les publics vulnérables

Près d'un million de personnes vivent sous le seuil de pauvreté en Auvergne-Rhône-Alpes, soit 1 personne sur 8 environ²⁷. La crise du COVID-19 a fait progresser les inégalités sous toutes leurs formes (économiques, sanitaires, éducatives, territoriales, genrées, etc.). La multiplication de la pauvreté, amenée à durer après la crise sanitaire et dans un contexte géopolitique incertain, a nécessité et nécessitera une mobilisation plus importante de l'ESS pour répondre à l'accroissement des besoins. Parce que l'avenir d'une société dépend de la cohésion et de la solidarité entre ses membres, les associations, fondations ou entreprises sociales de l'ESS rassemblent de très nombreuses structures de terrain

pour répondre à ces enjeux de justice sociale et de protection des populations telles que **Cannelle et Piment, Entourage, Singae, Viltàise, etc.**

Elles interviennent, en articulation avec les politiques publiques, pour aider les publics les plus vulnérables dans des domaines variés : les distributions alimentaires, maraudes, l'hébergement d'urgence, les lieux d'accueil et de prévention, les associations d'aides aux victimes de violences sexuelles et sexistes, d'aide aux personnes migrantes, etc. Ces secteurs de l'ESS s'appuient sur un engagement bénévole et salarial fort, porté par une majorité de femmes qui se sont particulièrement illustrées pendant la crise sanitaire.



10



VILTAÏS
(Moulins, Allier)

Présente dans 19 départements en France avec plus de 250 salariés et 5 000 personnes accompagnées, Viltàis intervient sur des fonctions de régulation des urgences sociales, de premier accueil et d'insertion, en direction de tous les publics confrontés à des phénomènes d'exclusion. Agréée ESUS, l'association permet de proposer un hébergement aux plus fragiles, de donner les moyens de l'autonomie, d'assurer un accompagnement socio-professionnel et médico-social mais aussi d'accueillir les publics demandeurs d'asile, réfugiés et MNA (Mineurs Non Accompagnés).

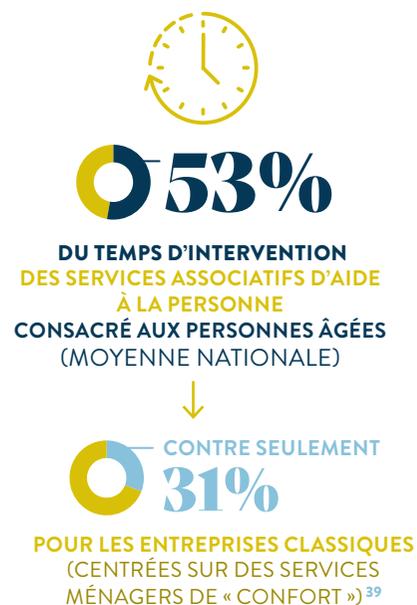
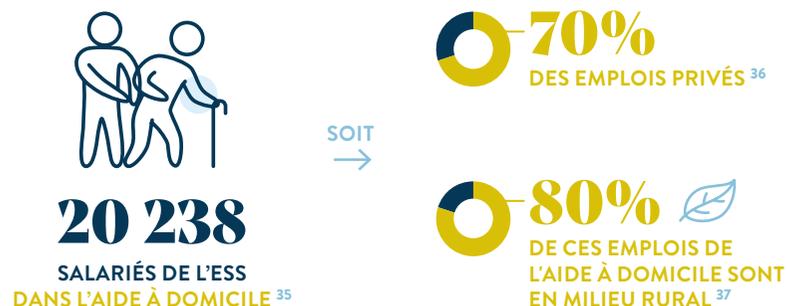
 viltais.fr

Permettre de bien vieillir

En 2030, l'INSEE estime que près de 30% de la population d'Auvergne-Rhône-Alpes devrait être âgée de plus de 60 ans (contre 18% en 1975)³⁴. Cela suppose donc d'adapter les moyens qui lui permettent de bien vieillir : les entreprises de l'ESS se présentent comme des actrices incontournables de la transition démographique. Elles participent déjà à l'accès des personnes âgées aux loisirs, à la culture, à la pratique sportive et leur permettent de se déplacer grâce au développement de transports micro-collectifs sur des territoires ruraux isolés. Mutuelles, associations, fondations mais aussi coopératives sont aussi particulièrement actives dans la prévention sanitaire. Elles visent en outre à lutter contre la solitude du

grand-âge, notamment par la promotion du lien intergénérationnel dans l'habitat ou dans de nombreuses autres activités du quotidien avec l'entreprise solidaire **Passerelle** par exemple.

L'ESS dispose enfin d'un rôle structurant dans l'accompagnement des personnes âgées en perte d'autonomie. Ses associations d'aides et de services infirmiers à domicile sont les premières actrices du maintien à domicile, surtout dans les territoires ruraux faiblement attractifs pour les acteurs privés lucratifs, mais où les besoins sont forts. Ses établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (EHPAD) à but non lucratif permettent également à la fin de vie de ne pas dépendre de la volonté des seuls actionnaires.



AVIHE
(Saint-Amant-Tallende, Puy-de-Dôme)

Association créée en 1986 par des Directions d'établissements ou de services médico-sociaux, l'AVIHE (Accompagner la Vieillesse et le Handicap Ensemble) permet de mutualiser des moyens humains, techniques et matériels pour mieux répondre aux besoins des personnes en situation de dépendance. En particulier les plus isolées ou fragiles, de leur famille, de leurs aidants proches et des acteurs de la gériatrie et du handicap en Auvergne. Ses actions bénéficient à plus de 2 300 personnes âgées ou en situation d'handicap et leurs familles, et auprès de 38 établissements et services.

avihe.fr

³⁴ DREAL Auvergne-Rhône-Alpes, "Vieillesse et habitat en Auvergne-Rhône-Alpes", Avril 2019 • ³⁵ - ³⁶ INSEE FLORES 2018 • ³⁷ INSEE CLAP 2015 • ³⁸ INSEE FLORES 2018 • ³⁹ DARES, « Les services à la personne en 2018 », DARES Résultats, n°11, Février 2019

Accompagner la petite enfance

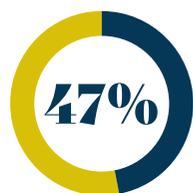
La petite enfance et la parentalité sont des moments importants de la vie qui nécessitent des services adaptés à tous les besoins : difficultés pour faire garder ses enfants (horaires de travail atypiques, faibles revenus, isolement géographique), enfants en situation de handicap, etc. Or, la libéralisation récente du secteur limite aujourd'hui l'accès de ces services à certains publics.

L'ESS est une actrice clé de l'accueil collectif des enfants : ses crèches et micro-crèches, ses haltes-garderies, ses maisons d'assistance maternelle et ses établissements multi-accueil (avec des horaires plus flexibles) offrent des solutions de modes de garde diversifiés en fonction des besoins et accessibles au plus grand nombre.

L'ESS s'y distingue également par l'association des parents et des professionnels, à la définition de services et de projets éducatifs, que ce soit au sein des crèches parentales, gérées par les parents eux-mêmes, de lieux d'accueil parents-enfants ou encore de relais d'assistantes maternelles (RAM), où peuvent se renseigner parents employeurs et assistantes maternelles sur leurs droits. Ces organisations innovent aussi en s'adaptant aux réalités socio-économiques de territoires isolés ou mal équipés, à l'instar des crèches itinérantes en milieu rural ou en quartier populaire. Les crèches associatives auraient en outre le prix de revient le plus concurrentiel selon une étude menée par la CNAF ⁴⁰.



PRÈS DE
700
ÉTABLISSEMENTS D'ACCUEIL
DU JEUNE ENFANT (EAJE),
EN MAJORITÉ DES CRÈCHES ET
GARDERIES ASSOCIATIVES ⁴¹



DES ÉTABLISSEMENTS
PORTÉS PAR DES STRUCTURES ESS ⁴²

EN AUVERGNE-RHÔNE-ALPES,
PRÈS D' **1 jeune / 5**
EST TOUCHÉ PAR LA PAUVRETÉ
(SOIT 310 000 ENFANTS) ⁴³

6 735
EMPLOIS
DANS L'ESS (EAJE) ⁴⁴



↓
SOIT
52%
DES SALARIÉS
TRAVAILLANT DANS CE SECTEUR
EN AURA ⁴⁵



COUP DE POUCE (Lyon, Rhône)

Cette association nationale agit aux côtés de l'école pour que chaque enfant ait les mêmes chances de réussir son parcours éducatif, quel que soit son contexte socio-familial. L'ambition de l'association est de contribuer à la réduction des inégalités de réussite éducative en agissant sur ses causes sociales et culturelles à travers des programmes d'action périscolaires et péri-familiaux qui visent autant les enfants que leurs parents. Ses programmes couvrent les années de la grande section de maternelle du CP et du CE1.

 coupdepouceassociation.fr

Accompagner les personnes en situation de handicap

Près d'une personne sur 6⁴⁶ est concernée par une situation de handicap de tout ordre (moteur, sensoriel, mental, psychique, visible ou invisible), avec des besoins spécifiques nécessitant des réponses adaptées qui ne sont pas toujours prises en charge par la collectivité ou le secteur marchand. Les organisations de l'ESS sont particulièrement présentes pour y répondre et lutter contre les inégalités et les discriminations subies par ces personnes. Elles sont le fruit historique de leur propre mobilisation mais aussi de l'association de parents de personnes handicapées, de grandes œuvres philanthropiques portées par des fondations ou bien d'acteurs sociaux divers.

De nombreuses associations s'engagent aujourd'hui pour la reconnaissance des droits sociaux et de la dignité de la personne. D'autres structures développent l'accueil

et l'entraide à l'égard de certains publics dans leur vie de tous les jours. L'éducation spécialisée pour les enfants en situation de handicap est également très majoritairement du ressort de l'ESS. L'accès aux loisirs et à la culture, et l'apprentissage sportif et artistique sont des dimensions largement intégrées aux activités des organisations qui accompagnent le handicap. La formation et l'insertion socio-professionnelle relèvent quant à elles en grande partie de nombreux établissements sociaux d'aide par le travail (ESAT) et d'entreprises adaptées (EA), rassemblées au sein des réseaux **GESAT** et **UNEA**. Enfin les personnes en situation de handicap avec une perte d'autonomie peuvent bénéficier des acteurs de l'aide à domicile ou bien de solutions d'hébergement au sein de foyers spécialisés, médicalisés ou non.



DISPOSANT DE
→

EMPLOYANT
→



GETH
(Voiron, Isère)

Fondé en 2008, le GETH (Groupement d'Employeurs de Travailleurs Handicapés) accompagne en Isère et dans le Rhône les entreprises dans leur recrutement, le sourcing de candidats, l'identification de compétences, la sensibilisation au handicap, l'intégration en poste, etc. Le GETH permet à plus de 60 entreprises adhérentes d'intégrer des compétences attendues dans le cadre de leur politique RSE et de leur obligation d'emploi, et offre à plus de 30 personnes en situation de handicap une situation d'emploi stable et durable.

 geth.fr

⁴⁶ Soit près de 12 millions de personnes en France selon ESS France, « Panorama Ce que l'ESS apporte à la société » (édition nationale) mai 2022 • ⁴⁷ - ⁴⁸ INSEE FLORES 2018. • ⁴⁹ - ⁵⁰ Tableau de bord 2017 Statistiques et indicateurs du handicap et de l'insertion professionnelle en Auvergne-Rhône-Alpes - Observatoire régional de l'emploi des personnes handicapées - Drees, ARS, Statiss 2015 • ⁵¹ - ⁵² Tableau de bord 2017 Statistiques et indicateurs du handicap et de l'insertion professionnelle en Auvergne-Rhône-Alpes - Observatoire régional de l'emploi des personnes handicapées - Direccte Auvergne-Rhône-Alpes 2015

Permettre d'accéder aux soins pour toutes et tous

Avec la crise du COVID-19, notre système sanitaire dévoile l'ampleur et la multiplicité des défis auxquels il est confronté : tensions sur les moyens humains et matériels actuels et à venir, délocalisation de la chaîne de valeur de la santé, impact de nos modes de vie sur la multiplication du risque pandémique, inégalités de santé, etc.

Ces défis concernent tout particulièrement l'ESS qui est une actrice essentielle de la santé en Auvergne-Rhône-Alpes : les hôpitaux, services de soins à domicile et centres de soins gérés par de grandes fondations, mutuelles et associations développent historiquement une offre de soins complémentaire au service public de la santé et au secteur privé lucratif en région. L'ESS représente par exemple plus de la moitié de la capacité de prise en charge des patients dans les services d'hospitalisation à domicile. Les services de soins infirmiers

à domicile (SSIAD), qui accompagnent une patientèle aux pathologies plus lourdes, sont également une composante majeure de l'ESS dans le secteur de la santé. Ces services reposent sur un principe de non-lucrativité et sont présents dans tous les territoires, ainsi que ceux faiblement pourvus en offre de soins (milieux ruraux, quartiers populaires, etc.). Ils permettent ainsi de lutter contre les inégalités territoriales de santé.

L'ESS innove également en associant ses usagers à la définition de leurs besoins et des solutions pour y répondre, afin qu'ils soient eux-mêmes les acteurs de leur parcours de soin. Reposant sur une approche démocratique, sociale, globale et pas seulement médicale de la santé, des centres de santé communautaires invitent à renouveler radicalement le système sanitaire comme l'association **Le Village 2 Santé** à Echirolles (38).



14



652

ÉTABLISSEMENTS SANITAIRES
RELÈVENT DE L'ESS ⁵³

435

SERVICES DE SOINS ET D'ACCOMPAGNEMENT
GÉRÉS PAR LES MUTUELLES (SSAM)
SUR TOUT LE TERRITOIRE ⁵⁴

L'ESS REPRÉSENTE

24 623

EMPLOIS
DANS LE SECTEUR SANITAIRE ⁵⁵



SOIT

13,3%
DES EMPLOIS
DU SECTEUR ⁵⁶



4 452 470

PERSONNES PROTÉGÉES
PAR UNE MUTUELLE ⁵⁷



KIWI ORGANISATION
(Pont-Évêque, Isère)

Association existante depuis 10 ans, Kiwi Organisation crée des activités et des événements pour les enfants ou adolescents qui luttent contre la douleur, la souffrance et la maladie. Ces actions à caractère culturel permettent d'adoucir leur quotidien et apportent un souffle nouveau aux structures qui les encadrent. Grâce à son travail, l'association aide autant les enfants et leur famille que les structures qui les accompagnent. Elle travaille uniquement avec les professionnels de l'enfance tels que les éducateurs, les professeurs des écoles, les animateurs et le personnel soignant. Toutes les actions menées, ne sont jamais à la charge des familles ou des structures mais sont entièrement financées par l'association.

 kiwi-organisation.org

Protéger face aux aléas de la vie

Les mutuelles jouent un rôle essentiel, par la mutualisation solidaire de la couverture des risques sur les biens et les personnes. Si les premières caisses de secours mutuels du XIX^{ème} siècle ont préfiguré l'actuelle Sécurité sociale, les mutuelles représentent aujourd'hui les premières actrices des complémentaires santé (mutuelles de santé) et jouent un rôle important dans l'assurance de biens et de personnes (mutuelles d'assurances). Elles mènent également des actions de sensibilisation et de prévention dans la santé et gèrent des établissements dans le secteur sanitaire et social. À la différence d'autres assureurs qui reversent une part de leurs résultats à leurs actionnaires, les clients-sociétaires de mutuelles ont la double qualité d'assurés et d'adhérents et agissent par et pour eux.

Dans un contexte de vieillissement de la population et

d'incertitudes croissantes (progression des maladies chroniques, dérèglement climatique touchant en priorité les publics fragiles⁵⁸, etc.), le besoin d'une garantie solidaire de protection face aux risques sociaux, écologiques et sanitaires est d'autant plus important.

Les mutuelles sont des actrices de la solidarité qui se sont particulièrement illustrées lors la crise du COVID-19. Grâce à la constitution de leurs réserves, les mutuelles d'assurances ont déployé collectivement près d'un milliard d'euros de gestes extracontractuels selon le rapport annuel de l'AAM (Association des Assureurs Mutualistes, tandis que les mutuelles de santé ont multiplié les initiatives solidaires : remise de paniers solidaires à des foyers fragilisés par la crise sanitaire, fabrication de visières de protection, distribution de masques, etc.



HARMONIE MUTUELLE ESS (EX CHORUM) (Lyon, Rhône)

Harmonie Mutuelle ESS, les experts de l'économie sociale et solidaire d'Harmonie Mutuelle, mutuelle fondatrice du Groupe VYV.

Forte de l'expérience de plus de 60 ans des équipes Chorum dédiées au développement et à l'accompagnement en Prévoyance Collective des structures de l'ESS, Harmonie Mutuelle ESS a l'ambition d'être l'acteur de référence du secteur de l'ESS.

Harmonie Mutuelle ESS protège aujourd'hui plus de 700 000 personnes, soit 1 salarié sur 3 du secteur de l'économie sociale et solidaire et dénombre en outre 24 000 structures adhérentes.

De la petite enfance à la fin de vie, Harmonie Mutuelle ESS propose une offre complète de garanties et de services (prévoyance, santé, épargne, retraite...) construite en collaboration entre partenaires sociaux et clients.

 [harmonie-mutuelle.fr/ess](https://www.harmonie-mutuelle.fr/ess)



LES MUTUELLES D'ASSURANCE
ET DE SANTÉ REPRÉSENTENT

PRÈS DE

1 emploi / 2
DU SECTEUR ASSURANTIEL⁵⁹



1 081
ÉTABLISSEMENTS
MUTUALISTES EN RÉGION⁶⁰

EN FRANCE

7/10
COMPLÉMENTAIRES SANTÉ
SONT DES MUTUELLES⁶¹

LES MUTUELLES REPRÉSENTENT
PLUS DE LA MOITIÉ DU MARCHÉ DE
L'ASSURANCE AUTOMOBILE⁶²



⁵⁸ Cf. Deuxième volet du sixième rapport d'évaluation du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) publié le 28 février 2022 • ⁵⁹ Observatoire national de l'ESS, d'après INSEE FLORES 2018 * hors services de services de soins et d'accompagnement mutualistes • ⁶⁰ INSEE FLORES 2018 • ⁶¹ Chiffre national - DREES, « Rapport sur la situation financière des organismes complémentaires assurant une couverture santé », 2021 • ⁶² Chiffre national - Association des Assureurs Mutualistes, « Rapport annuel 2020 »

Financer autrement l'économie

Les coopératives bancaires se distinguent du reste du secteur financier par leur fort ancrage local et leur couverture plus importante de l'ensemble du territoire, urbain comme rural, avec leurs réseaux de caisses coopératives régionales et locales. De plus, elles n'ont pas d'actionnaires car ce sont leurs clients, en qualité de sociétaires, qui en sont propriétaires.

Répondant historiquement au besoin de financement des petits producteurs, marchands et industriels, les premiers systèmes de banques mutuelles (où la communauté mutualisait les risques) se sont constitués dès le XIX^{ème} siècle en France. Ils sont devenus aujourd'hui d'importants réseaux bancaires coopératifs (**Banque Populaire, Crédit Coopératif, Caisse d'Épargne, Crédit Mutuel, Crédit Agricole, La Nef**) qui représentent en France une part de marché sur les dépôts de 62,3% et

sur les prêts de 60,5%⁶³.

Les banques coopératives sont les premiers financeurs privés de l'ESS. Elles proposent des outils de financement traditionnels (prêts, garanties d'emprunts, apports en fonds propres, mécénat) et interviennent en partenariat ou en complémentarité avec les financeurs spécialisés de l'ESS tels que **France Active, CoopVenture, Transmea, Les Cigales**, les plateformes de financements participatifs, **IDES, l'ADIE, la Banque des territoires, la Banque publique d'investissement**, etc. Elles proposent aussi des produits d'épargne solidaire pour les épargnants qui cherchent à donner du sens à leur argent et alimentent des fonds d'investissements solidaires. Les banques coopératives soutiennent enfin de nombreuses dynamiques associatives sportives et culturelles dans les territoires.



16

PARMI LES ENTREPRISES FINANÇÉES
PAR FRANCE ACTIVE
EN AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

4/5

PASSENT LE CAP DES 3 ANS⁶⁴



25

CLUBS CIGALES
EN AURA⁶⁵



28

ENTREPRISES
ACCOMPAGNÉES⁶⁶

300

INVESTISSEURS CITOYENS⁶⁷



20,3

MILLIARDS D'EUROS D'ENCOURS
DANS LES PRODUITS D'ÉPARGNE
SOLIDAIRE FIN 2020 EN FRANCE
(EN HAUSSE DE 1/3 SUR UN AN)⁶⁸



CIGALES
(Auvergne-Rhône-Alpes)

Fédérés au sein de l'association régionale, les CIGALES - Clubs d'Investisseurs pour la Gestion Alternative et Locale de l'Épargne Solidaire – sont des clubs de financement citoyen qui investissent dans de petites et moyennes entreprises, coopératives, associations de leur quartier, de leur ville, de leur département ou de la région. Outre l'aide financière, les membres du club apportent leurs compétences, expertises et réseaux.

 cigales-aura.fr

⁶³ European Association of Co-operative Banks (EACB) • ⁶⁴ France Active Auvergne-Rhône-Alpes, Rapport d'activité 2018, juin 2019 •

⁶⁵ - ⁶⁶ - ⁶⁷ <https://www.cigales-aura.fr> • ⁶⁸ FAIR, « Baromètre de la finance solidaire », édition 2021-2022

Soutenir et accompagner les entreprises

L'ESS est très présente dans le soutien aux entreprises en permettant la coopération entre celles-ci à des fins de développement et de pérennisation de leurs activités. Les coopératives d'entreprises sont ainsi présentes dans tous les secteurs de l'économie : elles regroupent des artisans, des entreprises de transports, des commerçants, des pêcheurs et des exploitants agricoles. Ces entreprises s'associent par exemple pour mutualiser leur gestion administrative, leurs ressources humaines, leurs achats de matériaux et matières premières, louer en commun leurs outils de production (machines, locaux, espaces de stockage, etc.). Outre les coopératives, on trouve également de nombreux groupements d'employeurs (GE) associatifs qui mutualisent leurs ressources humaines. Cette coopération peut aussi s'avérer particulièrement utile pour répondre à la précarisation des auto-entrepreneurs. Dans les coopératives d'activités et d'emploi (CAE), les

sociétaires sont des entrepreneurs qui bénéficient également de la sécurité du statut de salarié et de services mutualisés, tout en poursuivant leurs activités de façon indépendante. Enfin, les entreprises de l'ESS accompagnent de longue date le développement de projets économiques ancrés dans les territoires (BGE, AIDER, etc.). Qu'il s'agisse d'incubateurs ou d'accélérateurs d'entrepreneuriat social (**Alter'Incub**, **Ronalpia**, **CoCoShaker**, **ID Cube d'InnoVales**, **Centsept**), de coopératives de services, de cabinets de conseils et d'études, de foncières solidaires ou bien de réseaux et de fédérations (**URSCOP**, **FEI**, **URIOPSS**, **SAVAARA**, **BGE**, **AIDER**, etc.), elles permettent aux entrepreneurs et porteurs de projets de s'aventurer plus facilement dans un monde économique de plus en plus dominé par les incertitudes (aléas climatiques, sanitaires, concurrence monopolistique, etc.) afin de répondre aux besoins locaux.



VILLAGES VIVANTS (Crest, Drôme)

Villages Vivants est une Société Coopérative d'Intérêt Collectif (SCIC), actrice de la revitalisation des territoires ruraux agissant principalement sur la réhabilitation de locaux vacants. Villages Vivants achète, rénove et met à disposition des locaux pour des acteurs de l'ESS (tiers lieu, café, épicerie, librairie) afin de recréer du lien social dans les villages, dans les centres bourgs et les petites villes. Villages Vivants est un partenaire privilégié des collectivités territoriales et des entreprises de l'ESS. Les habitants et les acteurs locaux sont associés à la gouvernance de la SCIC.

 villagesvivants.com



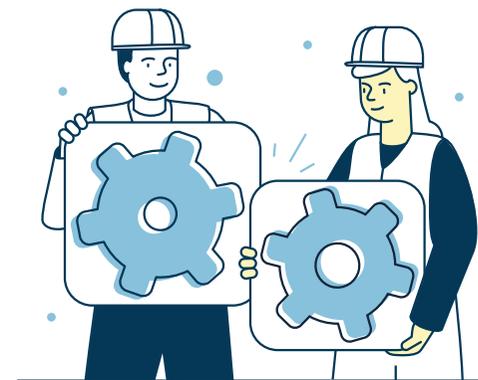
Démocratiser nos systèmes de production

Dès le XIX^{ème} siècle, en pleine révolution industrielle, des associations ouvrières de production sont créées par la classe ouvrière et certains entrepreneurs issus de la bourgeoisie pour mieux partager les outils de production et la valeur produite, dans une perspective de progrès et de foi en l'humanité et la technique. Ces premiers modèles industriels coopératifs préfigureront le modèle des « SCOP » (sociétés coopératives et participatives).

Aujourd'hui encore, le système productif et industriel a besoin de se réinventer face aux défis économiques, écologiques et sociaux. Dans le secteur industriel, les entreprises et organisations de l'ESS, principalement organisées sous la forme de coopératives et d'associations professionnelles, favorisent la participation des travailleurs à la gouvernance et à la définition de leur outil de production, tout en partageant la richesse. L'ESS est présente dans la plupart des domaines industriels : la métallurgie, l'électronique, la plasturgie, le textile, la

transformation du bois et du papier, la chimie, la céramique, l'agroalimentaire, etc.

Le modèle SCIC (sociétés coopératives d'intérêt collectif) permet d'associer les différentes parties prenantes sur un territoire donné (collectivités locales, salariés, clients, etc.) et renoue ainsi avec la tradition d'un patrimoine industriel ancré dans son territoire, ses spécificités, son savoir-faire (Ardelaine dans la filière textile). De nombreuses entreprises industrielles et du bâtiment ont choisi le statut de SCOP qui permet d'associer les salariés au capital et aux orientations stratégiques (Dessica, Veyret Techniques Decoupe Sa, L'Usine À Vélo, Apidae Tourisme, Cifea-Mkg, etc.) ou ont été repris par leurs salariés sous ce statut coopératif. Ces modèles luttent contre les délocalisations de la production en privilégiant la logique territoriale et industrielle et non la logique actionnariale et financière.



Cyril Zorman,
Président de l'Union régionale des Scop et Scic
Auvergne-Rhône-Alpes

Accompagner les entrepreneurs, c'est notre métier. Au démarrage et dans la durée. Par beau et mauvais temps. Nous aidons les entrepreneurs à créer leur projet et veillons sur la pérennité de leur entreprise. Avec notre appui, les 691 entreprises SCOP/SCIC que compte notre région affichent un taux de pérennité de 82% à 3 ans, un taux bien supérieur à la moyenne des entreprises.

Concrètement, l'Union régionale apporte un appui technique, financier et juridique à toutes les étapes du projet, de sa définition à sa pérennisation, en passant par le montage du projet coopératif et du plan de financement. Nos équipes de consultants se coordonnent pour répondre aux problématiques qui jalonnent la vie d'entreprise et apporter des solutions adaptées. Représenter les Scop et Scic du territoire, favoriser leur connaissance mutuelle sont aussi au cœur de nos missions.

Au-delà de notre accompagnement, ce sont les entreprises coopératives elles-mêmes qui font l'Union régionale. Présentes dans les secteurs traditionnels comme émergents, certaines font perdurer des savoir-faire centenaires, d'autres associent différentes parties prenantes autour d'un intérêt collectif, d'autres enfin allient innovation et partage équitable des risques comme des profits.

18



EN RÉGION
LE TAUX DE PÉRENNITÉ
À 5 ANS DES SCOP / SCIC

EST DE
74%

CONTRE
61%

DANS L'ENSEMBLE DES
ENTREPRISES⁷⁷

⁷⁴ Répertoire SIRENE février 2022 (industries hors industries agro-alimentaires) • ⁷⁵ Chiffre national - Confédération générale des Scop, « Rapport d'activité 2020 » • ⁷⁶ Annuaire Les Scop de l'industrie • ⁷⁷ CGSCOP, Rapport d'activité 2017-2021, 2022 ; URSCOP AURA, Rapport d'activité 2021, 2022

Favoriser une alimentation et une agriculture durables

Alors même que la consommation de produits Bio et locaux se généralise, l'accès à une alimentation saine reste très inégal. Le système alimentaire mondialisé actuel a des incidences sur le changement climatique, l'extinction de la biodiversité et détériore la santé des individus. La substitution d'une agriculture paysanne au profit de grandes exploitations agricoles capitalistes et l'artificialisation des terres arables due à l'étalement urbain limitent les perspectives d'une transformation de ce système.

L'ESS joue déjà un rôle structurant dans l'alimentation des Français. Ses coopératives agricoles et groupements pastoraux permettent aux agriculteurs et aux éleveurs de mutualiser leurs moyens de production. Elle dispose également d'un poids conséquent dans le commerce alimentaire, de vente en gros mais aussi de détail, avec ses très nombreuses coopératives de commerçants et de consommateurs répartis sur tout le territoire.

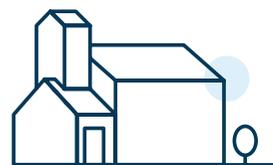
Elle va également bien au-delà, dans la perspective d'une refonte de nos systèmes alimentaires. Les **Associations pour le Maintien d'une Agriculture Paysanne (AMAP) redonnent ainsi aux consommateurs et aux agriculteurs un pouvoir d'agir sur leur alimentation et leur production. L'agriculture peut aussi devenir solidaire, avec des réseaux comme celui des Jardins de Cocagne ou le Réseau ASTRA** qui font de l'agriculture un support d'insertion socio-professionnelle et distribuent leurs paniers bios à des publics précarisés. La lutte pour la préservation des terres agricoles s'organise également autour de mouvements citoyens tels que **Terre de Liens Auvergne** et **Terre de Liens Rhône-Alpes** qui rachète du foncier agricole en mobilisant dons et épargnes citoyennes, et accompagne les agriculteurs dans leur installation avec des modèles d'exploitation basés sur l'agriculture biologique.



J'AIME BOC'OH (Cognin, Savoie)

Créée en 2016, l'association J'aime Boc'oh est une conserverie et un traiteur anti-gaspi au service de la création d'emplois pour des personnes éloignées de l'emploi. La conserverie fabrique des confitures, tartinades-apéros, pickles, pesto et produits lacto-fermentés à partir des invendus. En cinq ans, plus de 250 tonnes de fruits et légumes invendus ont été collectés et 25 emplois dont 18 en insertion ont été créés.

 jaimebocoh.com



3 agriculteurs / 4

SONT MEMBRES D'UNE
COOPÉRATIVE ⁷⁸

18 000
FOYERS
ADHÉRENTS D'AMAP ⁷⁹

24
COOPÉRATIVES DE
CONSUMMATEURS ⁸⁰



+ 22 JARDINS
DE COCAGNE
300 AMAP

QUI OEUVRENT POUR UNE RELOCALISATION
ALIMENTAIRE ET LE DÉVELOPPEMENT D'UNE
AGRICULTURE PAYSANNE ⁸¹

5 092

MEMBRES (ACTIONNAIRES, DONATEURS,
ADHÉRENTS) ENGAGÉS
POUR LA PRÉSERVATION DES TERRES
AGRICOLES AVEC TERRE DE LIENS ⁸²

⁷⁸ Auvergne-rhône-alpes Panorama de la coopération agricole 2017 • ⁷⁹ www.amap-aura.org • ⁸⁰ ORESS via répertoire SIRENE février 2022 •

⁸¹ www.amap-aura.org et www.reseaucocagne.asso.fr • ⁸² Rapports d'activités 2020 Terres de lien Auvergne et Terres de lien Rhône-Alpes

Ouvrir d'autres horizons numériques

Le numérique est devenu omniprésent dans nos vies et dans le fonctionnement de l'économie. Les nouvelles économies numériques sont cependant extrêmement concentrées à l'échelle mondiale autour d'importantes multinationales dont les modèles basés sur la surconsommation et la collecte de données sont de plus en plus contestés.

En marge de ce mouvement, les principes de l'ESS s'inscrivent pleinement dans l'histoire d'Internet et des pratiques de partage et de collaboration numériques (peer-to-peer, communs numériques, etc.). Les alternatives proposées par l'ESS prennent diverses formes : des coopératives de plateforme pour faire face à « l'ubérisation » de l'économie (**Mobicoop**, **Les oiseaux de passages**, etc.), à l'édition de logiciels libres (**Framasoft**, **Coopcycle**, etc.) pour proposer des alternatives aux géants du numérique, en passant par les « places de marché » solidaire (**Recyclivre**, **Label Emmaüs**, etc.) pour allonger la durée de vie des produits et favoriser

l'inclusion numérique pour les publics les plus éloignés.

D'autre part, l'ESS a développé des solutions pour que la révolution numérique bénéficie à toutes et tous en favorisant l'inclusion numérique pour les publics les plus éloignés ou exclus du numérique - *illectronisme* (**Hinaura**, **Designers éthiques**) ou par la formation aux métiers du numérique pour des personnes peu qualifiées (**Simplon**).

Enfin, pour que la révolution numérique soit plus respectueuse de l'environnement, les entreprises et organisations de l'ESS mènent des actions de sensibilisation des usagers à une utilisation plus durable du numérique, en favorisant la réparation et le réemploi d'ordinateurs ou de smartphones (**TriRA**, **Recyclea**, **Atelier Soudé**, **Commown**, **AfB France**, **Micronov**, **Emmabuntüs**), mais également la formation à l'écoconception du matériel et des logiciels (**SCOPIKA**, **Hashbang**) ou encore l'optimisation de la consommation énergétique des centres de données (**Gentils nuages**).



20



77 361

TONNES DE DÉCHETS D'ÉQUIPEMENTS ÉLECTRIQUES ET ÉLECTRONIQUES MÉNAGERS ONT ÉTÉ COLLECTÉES EN AURA ⁸³



1 250 000

LIVRES D'OCCASIONS VENDUS (EN FRANCE) SUR LA PLATEFORME RECYCLIVRE ⁸⁴

EN 2020



MILLIONS DE VISITES (EN FRANCE) PAR MOIS SUR LE SITE FRAMASOFT ⁸⁵



HASHBANG (Lyon, Rhône)

HashBang est une coopérative (SCOP) de service numérique qui applique des méthodes écologiques dans le développement informatique (écoconception, performance écologique des logiciels et du matériel) et elle participe aux Communs par le développement de logiciels libres.

Avec une activité tournée vers le secteur de l'ESS, elle participe à son développement en organisant des rencontres entre des coopératives du numérique et de la sensibilisation aux enjeux du numérique ou en intervenant auprès de formations inclusives et solidaires.



hashbang.fr

⁸³ <https://www.eclaira.org/static/h/la-filiere-des-equipement-electriques-et-electroniques-eee.html?n=20210208163007> • ⁸⁴ www.recyclivre.com/blog/actualites/infographie-le-bilan-2020-de-recyclivre • ⁸⁵ www.framasoft.org/fr/association

Former et accompagner à l'emploi

Se former, c'est apprendre un savoir-faire et c'est aussi apprendre sur soi-même. Pour ce faire, l'ESS regroupe différents modèles pour former et accompagner à l'emploi. Elle est d'abord une actrice importante de la formation professionnelle et continue, répondant aux besoins en compétences des territoires. Par exemple, les 74 maisons familiales rurales (MFR) d'Auvergne-Rhône-Alpes, organisées sous forme associative, proposent des offres de formations adaptées aux besoins des entreprises pour favoriser l'insertion des différents publics apprenants qui s'y forment.

D'autres modèles de l'ESS apportent des solutions au chômage de longue durée dans les territoires. Les Structures d'Insertion par l'Activité Économique (SIAE), représentées par des réseaux régionaux⁸⁶ ou des collectifs IAE inter-réseau permettent de former et d'insérer socialement des personnes éloignées de l'emploi en s'appuyant sur des activités très diverses : services à la personne et à la collectivité, bâtiment, entretien d'espaces

verts, ou encore collecte, tri et revalorisation des objets et matériaux, dans une logique de transition écologique. Dans cette logique, l'expérimentation «Territoire Zéro Chômeur de Longue Durée (TZCLD)», initiée par l'association **ATD Quart-monde**, et déployée aujourd'hui sur 10 territoires, vise à « convertir » le coût de diverses allocations en salaires dans des activités répondant à des besoins sociaux mal couverts.

De par son rôle pionnier dans le développement de nouvelles filières de transition, l'ESS identifie les savoir-faire et compétences adaptés aux besoins opérationnels des acteurs de terrain et forme aux métiers de demain. Par exemple, de nouveaux métiers-formations ont été identifiés pour favoriser le déploiement de l'économie circulaire⁸⁷ comme ceux d'agent valoriste, de réparateur de biens électro-domestiques et multimédia ou d'animateur territorial spécialiste de l'Écologie Industrielle et Territoriale (EIT).



L'ESS REPRÉSENTE

375

ÉTABLISSEMENTS
DE FORMATION CONTINUE⁸⁸



CES ÉTABLISSEMENTS EMPLOIENT

3 143

PERSONNES⁸⁹

SOIT
→

1 emploi / 3

DU SECTEUR⁹⁰



EN 2019/2020, ENVIRON

16 800

PERSONNES EN FORMATION INITIALE ET CONTINUE
DANS LES MAISONS FAMILIALES RURALES⁹¹

5 573

SALARIÉS EN INSERTION
DANS LES STRUCTURES DE L'INSERTION
PAR L'ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE EN 2020⁹²

LES ATELIERS DE LA BRUYÈRE (Saugues, Haute-Loire)

Créée en 1992 par une assistante sociale de la MSA et un groupe d'habitants du territoire, l'association a pour objectif l'aide au retour à l'emploi des salariés en parcours et le développement économique du territoire. Constituée en Groupe Économique Solidaire (GES), elle comprend des chantiers d'insertion (laine, maraîchage Bio, espaces verts et démolition) ; l'association intermédiaire Aide à la Recherche du Travail (ART) ; le Pôle Laine Pôle Territorial de Coopération Économique (PTCE) ; la SARL Lavage de laine du Gévaudan et un Point d'Appui à la Vie Associative (PAVA).

 lesateliersdelabruyere.fr

⁸⁶ Les réseaux nationaux de l'IAE organisés ou représentés en région sont ceux fédérant tout type de structures d'insertion (Coorace, Fédération des Acteurs de la solidarité), ciblés sur des thématiques spécifiques (Envie, Emmaüs, Réseau Cocagne, Tissons la solidarité) ou spécialisés sur certains types de conventionnement de l'IAE (Chantier École, Fédération des Entreprises d'insertion, Fédération des GEIQ, Union des Associations intermédiaires, Comité de liaison des Régies de quartier). • ⁸⁷ CNCRESS, CGDDD, « Résultats des groupes de travail Compétences-formation de l'économie circulaire », 2020 • ⁸⁸ - ⁸⁹ - ⁹⁰ INSEE FLORES 2018 • ⁹¹ Fédération Régionale des Maisons Familiales Rurales Auvergne-Rhône-Alpes • ⁹² Fédération des entreprises d'insertions Auvergne-Rhône-Alpes, chiffres clés 2019

Donner une seconde vie aux biens et aux matériaux

Notre système économique actuel consomme plus de ressources naturelles que ce que la planète ne peut en régénérer en un an. Il produit une quantité de déchets sans précédent dans l'histoire de l'humanité.

Les structures de l'ESS participent pleinement à relever le défi d'une meilleure gestion de nos ressources en développant sur tous les territoires les bases d'une économie reposant sur le réemploi des objets et matériaux autrefois destinés à la benne. En réalité, ces structures sont pionnières en la matière : depuis maintenant plusieurs décennies, elles ont constitué d'importants réseaux de collecte, de remise en état et de revente à moindre prix de biens électroménagers, vêtements, meubles, livres, etc. Toutes ces ressourceries, recycleries, vestiaires (associations de solidarité), structures d'insertion, sont des actrices privilégiées de la mise en œuvre opérationnelle de filières de réemploi. Déjà en avance sur les dernières évolutions législatives, leur rôle

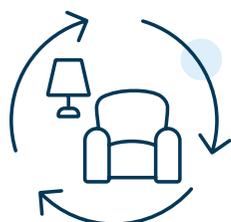
dans la transition vers une économie plus circulaire est amené à se renforcer avec le développement de nouvelles filières de responsabilité élargie des producteurs⁹⁷ pour les secteurs du jouet, du bricolage et jardinage, des sports et loisirs et du bâtiment.

Par ailleurs, le réemploi est une activité beaucoup plus créatrice d'emplois que le recyclage ou l'incinération des déchets. Il se pose autant comme l'une des réponses immédiates au chômage de masse que comme un support de formation aux métiers de demain. Pilier de l'insertion professionnelle pour des milliers de personnes exclues du marché du travail, le réemploi dans l'ESS est avant tout solidaire.

Il s'ancre enfin dans les territoires au moyen de coopérations entre entreprises, collectivités et citoyens qu'impulsent la plupart du temps les structures de l'ESS elles-mêmes. Celles-ci inscrivent de fait leur réponse à un enjeu global dans des besoins locaux.

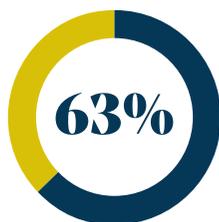


22



188

STRUCTURES DE L'ESS
REDONNENT UNE SECONDE
VIE AUX OBJETS⁹³



DES ETP LIÉS AU RÉEMPLOI ET À LA
RÉUTILISATION DES BIENS MÉNAGERS
SONT CONCENTRÉS DANS L'ESS
(21 000 ETP - CHIFFRE NATIONAL)⁹⁴

46
RECYCLERIES⁹⁵
RECENSÉES SUR
CARTECO

51
LIEUX DE VENTE
DANS LE RÉSEAU EMMAÛS⁹⁶

⁹⁷ Une filière REP repose sur le principe du « pollueur-payeur » : la responsabilité de la gestion des déchets issus d'un certain type de produits mis sur le marché revient aux « metteurs en marché ». • ⁹³ CARTECO au 8 août 2022 • ⁹⁴ Ademe, « Panorama de la deuxième vie des produits en France », actualisation 2017 • ⁹⁵ CARTECO au 8 août 2022 • ⁹⁶ Emmaüs France, Où donner où acheter



GRE'SY
(Lumbin, Isère)

Association créée en 2015, GREsivaudan Synergies Associatives (GRE'SY) accompagne les habitants en difficulté d'accès à l'emploi vers une reprise de vie professionnelle durable au moyen d'activités économiques de collecte, revalorisation et vente de livres, jouets, textiles et tout autre objet de seconde main, tout cela à des prix modérés accessibles à des personnes ayant de faibles revenus. Chaque année, GRE'SY détourne plus de 300 tonnes de la déchetterie et réinvestit ses excédents dans la création d'emploi.

 gresy.fr

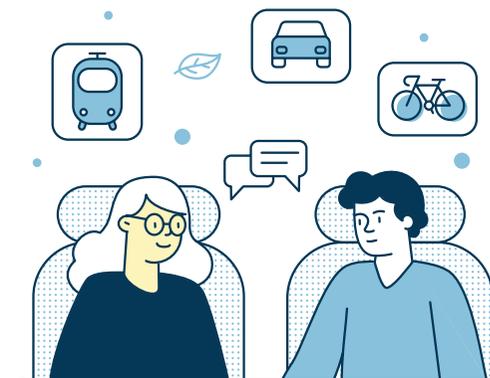
Favoriser des mobilités durables et inclusives

Le transport routier représente la première source d'émissions de gaz à effet de serre en Auvergne-Rhône-Alpes (suivis par les activités agricoles, l'industrie et le résidentiel)¹⁰² et génère d'importantes pollutions atmosphériques. Il est aussi un facteur majeur d'inégalités, tant le modèle du « tout voiture » fait reposer sur les ménages les plus éloignés des services de base et dont les budgets sont les plus contraints, le poids de dépenses énergétiques qui vont croissantes.

Au carrefour de la question sociale et de la question écologique, l'ESS fait valoir une mobilité plus durable et inclusive. Les trajets en voiture peuvent aujourd'hui se partager grâce à des réseaux coopératifs de covoiturage tels que **Mobicoop** ou **Citiz**, et l'accès à la mobilité pour les personnes à mobilité réduite est facilité par de nombreuses associations. La pratique du vélo et sa généralisation dépend quant à elle

de dizaines d'associations d'usagers et d'ateliers de réparation implantés partout dans la région. Son usage professionnel à des fins logistiques se développe également de plus en plus avec des coopératives de livraison à vélo qui permettent de limiter la pollution atmosphérique dans les grands centres urbains tout en offrant une sécurité juridique à leurs travailleurs (**CoopCycle**). L'ESS se développe également désormais dans le secteur ferroviaire avec la coopérative **Railcoop** qui relance des lignes de train disparues afin de mailler le territoire et remplacer le fret routier, très polluant, tout en associant les acteurs du territoire à la gestion de ces lignes.

Ces structures se distinguent en effet par une gouvernance démocratique qui rattache la question des mobilités aux besoins réels des territoires et de l'ensemble de leurs parties prenantes.



57

ASSOCIATIONS LOCALES
MEMBRES DE LA FÉDÉRATION FRANÇAISE
DES USAGERS DE LA BICYCLETTE
POUR FAIRE VIVRE LA PRATIQUE DU
VÉLO⁹⁸

88

ATELIERS DE RÉPARATION
DE VÉLO ISSUS DE L'ESS
SUR TOUTE LA RÉGION⁹⁹



42 000

UTILISATEURS DE RÉSEAUX
DE COVOITURAGE COOPÉRATIFS
COMME MOBICOOP¹⁰⁰

PLUS DE **13 000**

SOCIÉTAIRES DE LA COOPÉRATIVE
FERROVIAIRE RAILCOOP

(1^{ER} PROJET DE TRANSPORT DE VOYAGEURS :
BORDEAUX-LYON VIA MONTLUÇON)¹⁰¹

CITIZ ALPES-LOIRE (Grenoble, Isère)

Citiz est une coopérative de type SCIC, créée à Grenoble, il y a 15 ans, et essaimée dans 40 communes en Région Auvergne-Rhône-Alpes. Elle propose un service d'autopartage de proximité innovant et solidaire qui permet de réduire la place des voitures en ville et en circulation et accompagne les propriétaires de voitures dans leur démotorisation progressive, avec des services qui viennent compléter les modes de déplacement alternatifs.

Citiz coopère avec les collectivités territoriales où elle inscrit son action d'intérêt collectif.



alpes-loire.citiz.coop

¹⁰² Changement climatique et pollution de l'air : des problématiques étroitement liées, Atmo Auvergne-Rhône-Alpes, 2022 • ⁹⁸ - ⁹⁹ Cartographie en ligne de la Fédération française des usagers de la bicyclette • ¹⁰⁰ www.pro.mobicoop.fr/movici-plateforme-covoiturage • ¹⁰¹ www.railcoop.fr/notre-communautaire/les-societaires

Produire ensemble les énergies de demain

Notre système économique repose encore pour l'essentiel sur la production et la consommation massive d'énergies fossiles non renouvelables, responsables des catastrophes climatiques actuelles et à venir.

Région historiquement très concernée par la production d'énergie avec le charbon, la grande hydraulique ou encore le nucléaire, l'Auvergne-Rhône-Alpes a aussi été pionnière des démarches citoyennes avec **Hespul** notamment.

Des réponses à cette problématique sont apportées par les entreprises de l'ESS, au premier rang desquelles se trouvent des coopératives et associations de citoyens, travaillant de concert avec les collectivités, les établissements publics, les bailleurs et divers acteurs privés en vue de produire des énergies renouvelables et faiblement émettrices de gaz à effet de serre sur leur territoire. On y trouve en grande majorité des centrales photovoltaïques, mais aussi des projets éoliens,

hydroélectriques, des chaufferies au bois, ou encore des projets de méthanisation.

Ces communautés répondent chacune aux besoins d'autonomie énergétique sur des territoires, qu'ils soient urbains ou ruraux. Certains peuvent être isolés ou tout simplement mal équipés en infrastructures énergétiques, avec des retombées économiques et sociales très positives. Elles sont accompagnées par les réseaux **Centrales Villageoises** et **Energie Partagée**.

L'ESS comprend dans ce domaine un important fournisseur coopératif et décentralisé d'énergie verte, **Enercoop**, qui permet aux communautés citoyennes de vendre leurs énergies produites.

L'ensemble de ces communautés énergétiques s'inscrivent donc dans un écosystème qui donne à la filière énergétique les atouts dont elle pourrait disposer demain : une filière décentralisée et démocratisée.



24

EN RÉGION

64

PROJETS CITOYENS
LABELLISÉS PAR ÉNERGIE
PARTAGÉE ¹⁰³



UNE PRODUCTION ÉQUIVALENTE À LA
CONSOMMATION ÉLECTRIQUE (HORS
CHAUFFAGE ET EAU CHAUDE SANITAIRE)
DE PRÈS DE

73 830

PERSONNES ¹⁰⁴



SOIT
→



20 344

CLIENTS
CHEZ LE PLUS GRAND
FOURNISSEUR D'ÉNERGIES
VERTES COOPÉRATIF
(ENERCOOP AURA) ¹⁰⁵



ENERCOOP AUVERGNE-RHÔNE-ALPES (Grenoble, Isère)

Enercoop Auvergne-Rhône-Alpes est une coopérative (SCIC) créée dans le but d'assurer à tous un accès à une énergie propre et à un prix abordable. Elle est créée à l'initiative d'organisations écologistes, de l'ESS et de promotions des énergies. Acteur clé de la transition écologique, elle développe et accompagne de nouveaux projets de production d'énergies renouvelables en coopération avec ses sociétaires, les collectivités locales et les entreprises du territoire.

enercoop.fr/nos-cooperatives/auvergne-rhone-alpes

¹⁰³ www.energie-partagee.org/monter-projet/se-faire-accompagner/les-reseaux-regionaux/energie-citoyenne-en-auvergne-rhone-alpes •

¹⁰⁴ 99.100 Energie Partagée AURA *Chiffres clés et Réseaux* • ¹⁰⁵ Enercoop-AURA, *Rapport d'activité 2021*

Construire et habiter autrement

De la phase de construction à la démolition en passant par la consommation d'énergie de l'habitat, la filière du bâtiment présente des impacts sociaux et écologiques particulièrement importants. Elle génère le plus important volume de déchets tous secteurs confondus et émet 20% du total des émissions de gaz à effet de serre, alors même que de nombreux ménages habitant dans des logements mal isolés peinent à payer leurs factures d'énergie.

Là encore, c'est au carrefour des questions écologiques et sociales que l'ESS se positionne sur la filière. Ses coopératives d'artisans et SCOP du bâtiment représentent déjà des actrices structurantes pour les métiers de la construction, mais aussi de l'écoconstruction. S'y ajoutent de nombreux réseaux associatifs d'auto-constructeurs et de chantiers participatifs. Ces organisations bâtissent aujourd'hui des habitats faiblement consommateurs

d'énergie à partir de matériaux bio-sourcés, en articulation avec les besoins des territoires.

Les coopératives d'HLM et l'habitat participatif et coopératif font valoir quant à eux des logements collectifs reposant sur la gestion par les habitants eux-mêmes.

La lutte contre la précarité énergétique s'organise par ailleurs grâce à l'accompagnement de ménages socialement fragilisés dans le processus souvent complexe de rénovation thermique de leur logement et, plus généralement, de la réhabilitation de leur habitat à laquelle ils participent également.

L'ESS est enfin pionnière du réemploi des matériaux des bâtiments lorsque ceux-ci sont en fin de vie. Ses structures identifient et collectent les matériaux qu'elles peuvent alors revaloriser sur d'autres chantiers. La boucle est bouclée.



95
ÉTABLISSEMENTS
ET
1 089
EMPLOIS DE L'ESS
DANS LA CONSTRUCTION¹⁰⁶
EN AURA



1,2
MILLIONS DE PERSONNES
LOGÉES EN HLM¹⁰⁷



47
COOPÉRATIVES
DANS LE BTP¹⁰⁸



1 296
MÉNAGES ACCOMPAGNÉS
DANS L'AMÉLIORATION
DE LEURS CONDITIONS
D'HABITAT¹⁰⁹



MINEKA
(Villeurbanne, Rhône)

Mineka est une association à forte dimension sociale et environnementale, qui souhaite accompagner l'évolution du secteur de la construction vers un modèle plus durable et responsable.

Elle collecte des matériaux destinés à être jetés auprès de différents gisements et partenaires professionnels, auxquels elle donne ensuite une seconde vie, en les revendant à prix solidaire. Mineka développe aussi des solutions spécifiques à destination des maîtrises d'œuvre et d'ouvrage.

 mineka.fr

Rendre les vacances et les voyages accessibles à tous

L'accès aux vacances et au voyage reste inégal dans notre société. 41% de ceux qui ne partiront pas en vacances l'expliquent par des raisons financières ¹¹³.

A travers le tourisme social et solidaire, l'ESS se présente historiquement comme une réponse à cette problématique et dispose de nombreux réseaux et structures où une autre conception du tourisme se développe (séjours de groupe, liens avec les acteurs locaux, éducation populaire, etc.).

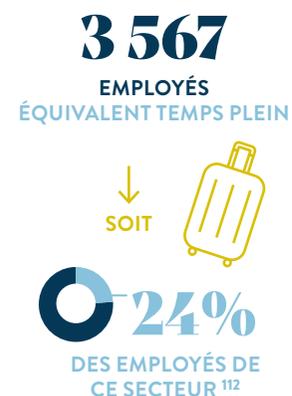
Les associations de tourisme contribuent ainsi à l'attractivité des territoires, notamment ruraux, en produisant de nouveaux équipements et services qu'elles mettent à disposition des habitants tout au long de l'année, en vitalisant l'économie locale ou en faisant découvrir le patrimoine culturel.

Les acteurs du tourisme social et solidaire proposent une offre diversifiée : villages vacances, colonies de vacances, auberges de jeunesse, gîtes, mais également des centres sportifs et de loisirs. Ces structures proposent notamment des séjours familiaux ou scolaires, des activités sportives, des classes découvertes pour les jeunes et des activités adaptées aux personnes en situation de handicap.

Les structures du tourisme social et solidaire, fédérées au sein du réseau **UNAT AURA**, prennent des mesures pour concilier loisirs et respect de l'environnement (rénovation énergétique des bâtiments, achats de produits bio et locaux, meilleure gestion des déchets, économies d'eau, etc.).



26



VVF VILLAGES (Clermont-Ferrand, Puy-de-Dôme)

Association du tourisme social, qui gère et commercialise 83 villages vacances sur toute la France. Impliquée dans le tourisme durable, elle favorise l'accès aux vacances et aux loisirs pour tous, en collaboration avec des partenaires engagés. Elle a pour mission le développement économique des territoires et l'accessibilité des vacances et des loisirs au plus grand nombre. Cette mission répond directement à l'enjeu : « Communautés et développement local » du cadre référentiel international de la Responsabilité sociétale de l'entreprise.

vvf.fr

S'émanciper par le sport

La pratique d'une activité sportive concerne aujourd'hui les 2/3 de la population française. Elle est un important facteur de santé, et est recommandée en tant que telle par l'Organisation Mondiale de la Santé, alors même qu'elle reste inégalement pratiquée parmi la population et que sa pratique est encore insuffisante pour prévenir de nombreuses maladies.

La pratique du sport en Auvergne-Rhône-Alpes repose en grande majorité sur le tissu associatif des clubs de sport amateur et professionnel. Ces derniers composent historiquement le mouvement sportif, représenté par les fédérations nationales qui structurent chaque discipline sportive, rassemblée au sein du **Comité régional Olympique et Sportif** (CROS AURA). On peut y ajouter de très nombreuses associations, affiliées ou non à une fédération, qui permettent la pratique et l'apprentissage

de sports pour toutes et tous, en y associant une dimension éducative, de prévention (le « sport-santé ») et d'inclusivité pour les personnes exclues, âgées ou en situation de handicap. Toutes ces organisations contribuent à développer la pratique sportive dans toute sa diversité et sur tous les territoires. Les professionnels du sport peuvent aussi s'associer à des organisations de l'ESS afin de consolider leurs projets ou leurs activités : groupements d'employeurs associatifs, coopératives d'activités et d'emploi, sociétés coopératives d'intérêt collectif, etc. Mais au-delà du développement du sport, de son accessibilité et de ses actions de prévention, les organisations sportives de l'ESS sont surtout des espaces de sociabilités où se transmettent d'importantes valeurs collectives favorisant l'émancipation des individus.



DAHLIR (Le Puy-en-Velay, Haute-Loire)

Née en Haute-Loire en 2012, l'association DAHLIR accompagne les enfants et adultes en situation de handicap, de précarité sociale ou atteints de maladies chroniques dans leurs projets réguliers d'activités de loisirs, en milieu ordinaire. Présente dans 9 départements en Auvergne-Rhône-Alpes et en PACA, l'association DAHLIR accompagne chaque année plus de 2500 jeunes et adultes à passer à l'action, en créant des ponts avec l'offre de loisirs de leurs territoires.



¹¹⁴ Estimation régionale d'après chiffre national - Observatoire national de l'ESS, INSEE FLORES 2018 • ¹¹⁵ - ¹¹⁶ - ¹¹⁷ SRDS AURA Répère et chiffres clés 2018 • ¹¹⁸ 5 IINJEP, d'après INSEE, « Enquête statistique sur les ressources et conditions de vie (SRCV) », 2016

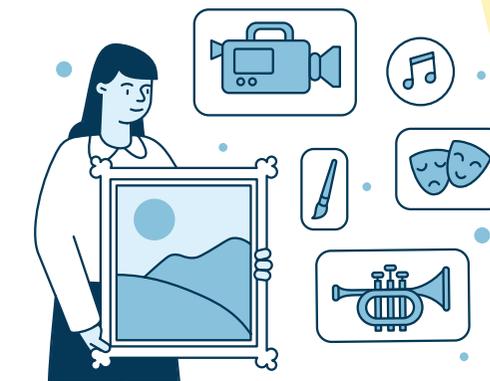
Démocratiser la culture

Les pratiques culturelles et artistiques font partie intégrante de la citoyenneté : c'est parce qu'elles sont des moyens d'expression qu'elles sont aussi des facteurs d'émancipation. Cependant, de nombreuses inégalités limitent ces pratiques, qu'elles soient liées aux revenus, aux capitaux culturels, ou aux équipements et services présents sur un territoire.

L'ESS se trouve être un pilier du champ culturel. Les associations sont en effet les premières employeuses du spectacle vivant (musique, théâtre, danse, etc.) et salarient chaque année plusieurs milliers d'intermittents, appuyées par l'association régionale **Auvergne-Rhône-Alpes Spectacle Vivant**. L'ESS comprend également de très nombreuses radios associatives, cinémathèques, librairies coopératives, magazines et

journaux indépendants, maisons d'édition, musées et organisations de préservation du patrimoine culturel et associations d'artistes plasticiens. Ces structures peuvent avoir pour fonction la production, la création, la diffusion d'œuvres ou de spectacles sur l'ensemble des territoires (notamment en milieu rural, faiblement équipé en établissements culturels). Elles sont garantes de la diversité et du dynamisme de la vie culturelle en Auvergne-Rhône-Alpes et un moyen pour les professionnels de s'entraider et coopérer à cette fin.

Par ailleurs, les $\frac{3}{4}$ des associations culturelles, toutes activités confondues, mettent en œuvre des activités éducatives en parallèle ou à titre d'activité principale. L'important tissu associatif culturel est en effet là où l'apprentissage des arts est le plus accessible.



28



LA SOURCE-ANNONAY
(Annonay, Ardèche)

Créée en 1991, l'association d'intérêt général La Source constitue un réseau national à vocation sociale et éducative par l'expression artistique, à destination des enfants et des jeunes en difficulté et de leurs familles. Implantée à Annonay et convaincue que la création artistique peut venir en soutien de l'action sociale afin de lutter contre l'exclusion sous toutes ses formes, La Source propose des ateliers associant l'artiste au travailleur social dans l'objectif de valoriser l'enfant et d'éviter l'isolement des parents face aux difficultés rencontrées avec leurs enfants.

associationlasource.fr/annonay

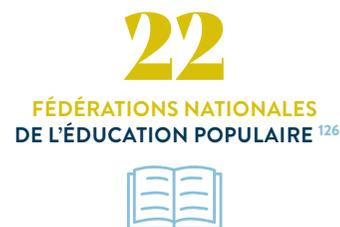
Éduquer et s'engager

Les échéances électorales correspondent à des moments forts dans la vie politique française, qui sont aussi l'occasion de rappeler que la démocratie ne se réduit pas au vote, mais se décline surtout (et de plus en plus) au travers d'une pluralité d'engagements citoyens.

Ceux-ci s'incarnent notamment dans l'ESS par les organisations historiques de l'éducation populaire qui concourent à l'émancipation des individus par et pour eux-mêmes. Elles sont particulièrement actives auprès de la jeunesse, grâce à leurs nombreux centres socio-culturels et de loisirs, leurs séjours de vacances accessibles à tous, leurs activités pédagogiques très diversifiées ou encore leurs formations professionnelles. Elles mettent à disposition des citoyens, dès leur plus

jeune âge, des ressources et outils qui leur permettent de s'approprier des modes de faire plus coopératifs, inclusifs et solidaires.

L'ESS représente finalement un pilier fondamental de la société civile organisée, où se construisent, s'entretiennent et se défendent les diverses aspirations politiques des citoyens ainsi que leurs droits : toutes les luttes sociales et démocratiques, les mobilisations féministes, anti-racistes, écologistes, pour la défense des droits et des libertés fondamentales ou des consommateurs trouvent dans le fonctionnement collectif et démocratique des organisations de l'ESS, et particulièrement dans son tissu associatif, les moyens de peser sur la vie politique française et internationale.



CONCORDIA – DÉLÉGATION AUVERGNE (Clermont-Ferrand, Puy-de-Dôme)

Association nationale de Jeunesse et d'Education Populaire fondée en 1950 par de jeunes européen-ne-s dans le but de promouvoir la tolérance et la paix à la suite de la Seconde Guerre mondiale, Concordia est implantée depuis 1983 à Clermont-Ferrand. Dans toute l'Auvergne, elle favorise, en milieu rural comme au cœur de quartiers prioritaires, l'engagement et la mobilité internationale en organisant des chantiers internationaux de bénévoles ainsi que l'accueil de jeunes en service civique, en volontariat européen, ou avec Erasmus+.

concordia.fr/auvergne

Travailler dans l'ESS

La grande variété de secteurs d'activités, de métiers, de structures de l'emploi ou de modèles économiques propres à l'ESS tend à différencier les conditions moyennes de travail de ses 294 000 salariés en Auvergne-Rhône-Alpes par rapport au reste de l'économie.

Ainsi, la surreprésentation dans l'ESS de contrats à durée déterminée visant à faciliter l'insertion socio-professionnelle de certains publics (contrats aidés, d'insertion, etc.) ou bien encore la forte présence de contrats courts, intermittents, et saisonniers dans la culture, le tourisme social et solidaire ou les sports et loisirs, réduit mécaniquement le poids des CDI (78,1% de l'emploi) par rapport au reste de l'économie privée (87%).

Certains métiers, majoritaires dans l'ESS, s'exercent largement à temps partiel comme les aides à domicile (78,7% à temps partiel), les animateurs et animatrices socioculturelles ou les salariés en contrat aidé. Cela influence aussi la part, plus élevée dans l'ESS, des salariés à temps partiel (32,1% dans l'ESS contre 15,9% dans le reste de l'économie privée). Toutefois, l'ESS propose des conditions de travail comparables à celles observées dans le reste du secteur privé comme dans le secteur bancaire, l'assurance, l'industrie ou la santé.

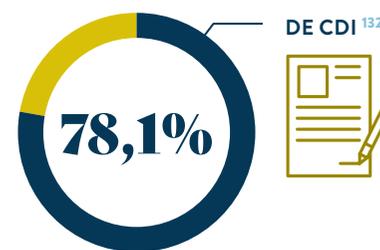
Ces conditions d'emploi influencent le niveau de revenus des salariés : avec 32 389 euros de rémunération brute moyenne annuelle par équivalent temps plein (ETP), les salariés de l'ESS perçoivent 14,7% de moins que dans le secteur privé lucratif et 5,4% de moins que dans le secteur public. Ce n'est pas le cas dans toutes les familles juridiques puisque les mutuelles et les coopératives connaissent des rémunérations moyennes plus importantes que dans les associations, ainsi que dans

l'ensemble de l'économie (de respectivement 13,4% et 18,1% supérieures), du fait des activités sur lesquelles elles opèrent en majorité : dans la finance (pour les banques coopératives) et l'assurance (pour les mutuelles), les rémunérations sont plus importantes et les conditions d'emplois plus stables (les CDI et les temps complets étant la norme). Dans les fondations, les rémunérations sont supérieures de 5,2% à la moyenne de l'ESS mais restent en dessous de celles de l'ensemble de l'économie (de 6,7%).

La précarité des conditions de travail dans une partie des entreprises et organisations de l'ESS n'est cependant pas une fatalité. Elle dépend aussi de l'évolution des conditions de financement de ses activités d'intérêt général et notamment par la puissance publique. La substitution d'une part conséquente de subventions par de la commande publique depuis plusieurs années a placé de nombreuses entreprises de l'ESS dans le rôle contraint de prestataires de services sur des marchés de plus en plus concurrentiels¹²⁸. Il s'ensuit aujourd'hui une précarisation du travail au sein de ces entreprises¹²⁹ qui complexifie l'exécution de leurs missions d'intérêt collectif et rend plus difficile le recrutement, alors même que, paradoxalement, elles restent vectrices de sens pour la majorité de leurs travailleurs¹³⁰.

Par ailleurs, dans certains secteurs comme l'action sociale et sanitaire, les effectifs vieillissent avec le risque de ne pas être renouvelés : on estime à 55 800¹³¹ le nombre de départs en retraite d'ici à 2026 dans l'ESS. La revalorisation des conditions de travail est donc un enjeu pour que l'ESS puissent continuer d'exercer ses fonctions essentielles dans la société aujourd'hui, comme demain. Elle est aussi un enjeu d'égalité pour une économie comprenant 67% de femmes salariées.

EN FRANCE, L'ESS C'EST :



32 389 €
DE RÉMUNÉRATION
BRUTE MOYENNE ANNUELLE
(PAR ETP)¹³⁴



493 200
DÉPARTS EN RETRAITE ESTIMÉS
D'ICI À
2026

¹²⁸ Tchernonog V., Prouteau L., *Le paysage associatif français : mesures et évolutions*, Dalloz Juris Associations, 2019 • ¹²⁹ Cottin-Marx S., *C'est pour la bonne cause ! Les désillusions du travail associatif*, Les Editions de l'Atelier, 2021 • ¹³⁰ Chorum-Groupe Vv, « 3ème baromètre national de la qualité de vie au travail dans l'ESS », 2020 • ¹³¹ Estimation régionale d'après les données nationales d'ESS France • ¹³² - ¹³³ - ¹³⁴ INSEE FLORES 2018



UDES AUVERGNE-RHÔNE-ALPES (Lyon, Rhône)

L'Union des Employeurs de l'Économie sociale et Solidaire (UDES) contribue aux politiques de l'emploi et de la formation professionnelle, ainsi qu'au dialogue social territorial, en mobilisant ses mandataires dans différentes instances régionales. Unique syndicat employeur multi-professionnel rassemblant 80% des employeurs de l'ESS, l'UDES concourt, par de nombreuses initiatives, à la cohésion sociale et au développement d'une économie plus proche des besoins des Français.es.

 udes.fr/auvergne-rhone-alpes

 emploi-ess.fr



Vers l'égalité femmes-hommes dans l'ESS

Les activités d'action sociale, du soin, de l'éducation ou de l'accompagnement et de « l'attention » (« care » en anglais) forment, au sein de l'ESS, un secteur prédominant et très « féminisé ». Les 4 premiers métiers exercés par les femmes dans l'ESS sont le métier d'aide à domicile, d'aide-soignante, d'enseignante du secondaire et supérieur et d'agente de services hospitaliers. Ils regroupent plus du quart des emplois « féminins » de l'ESS. Ce sont aussi des métiers qui comptent de nombreux temps partiels et dont les rémunérations sont plus faibles que la moyenne de l'ESS (sauf pour les enseignantes du secondaire et supérieur). La forte concentration des femmes sur ces métiers explique d'importantes inégalités salariales par rapport aux hommes : ceux-ci gagnent en moyenne par ETP 13,2% de plus que les femmes (contre + 17,9% dans le secteur privé lucratif et + 15,6% dans le secteur public). Des écarts qui s'expliquent également par un plafond de verre important impliquant une plus faible représentation des femmes sur des postes à responsabilités : 20,9% des hommes font partie de la catégorie des « cadres et professions intellectuelles supérieures » dans l'ESS contre seulement 13,1% des femmes. Ce constat d'inégalité s'observe aussi dans la gouvernance même des entreprises de l'ESS ¹³⁵.

Cependant, l'ESS garde de l'avance par rapport au reste de l'économie : les inégalités salariales entre hommes et femmes y sont moins fortes ; les entreprises de l'ESS enregistrent de meilleurs résultats à l'index d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes (avec une note de 87,2/100 ¹³⁶, soit +3,1 points par rapport à l'économie privée lucrative) ; les entreprises de l'ESS ont signé 1 138 accords sur l'égalité femmes-hommes en 2019 ¹³⁷, soit une progression de 110% par rapport à 2014 (contre 50% dans le reste du secteur privé).

L'ESS dispose de nombreux atouts et aussi d'importantes marges de progrès pour atteindre l'égalité et la parité entre les femmes et les hommes, et pour y parvenir elle peut s'appuyer sur les deux préconisations formulées dans le **dernier rapport** ¹³⁸ du Conseil Supérieur de l'ESS sur le sujet.

L'ESS, une économie au service des territoires

L'Économie Sociale et Solidaire émerge le plus souvent des besoins des territoires et de leurs acteurs qui souhaitent y apporter une réponse collective. Ses entreprises et organisations sont le fruit de coopérations locales autant qu'elles en génèrent en retour, avec d'importantes retombées sociales et économiques.

Ces coopérations au services des territoires peuvent par exemple se structurer au sein de Pôles Territoriaux de Coopération Economique (PTCE) rassemblant des élus

locaux, des dirigeants d'entreprises locales, des entreprises de l'ESS, etc. Le développement de l'économie de proximité peut aussi passer par le déploiement d'une Monnaie Locale Complémentaire (MLC). Ce sont là deux outils de l'ESS consacrés par la Loi ESS de 2014.

Les entreprises de l'ESS sont donc un des principaux facteurs de vitalité des territoires et représentent un partenaire de premier plan des acteurs publics et des autres acteurs privés au niveau local.

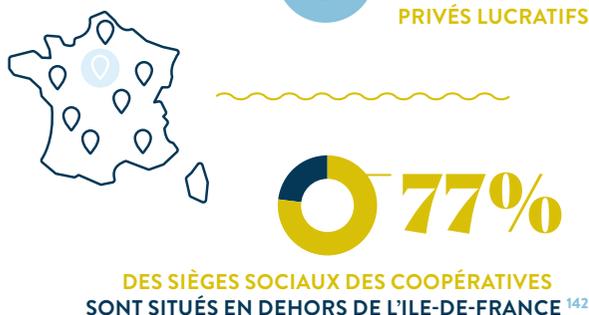
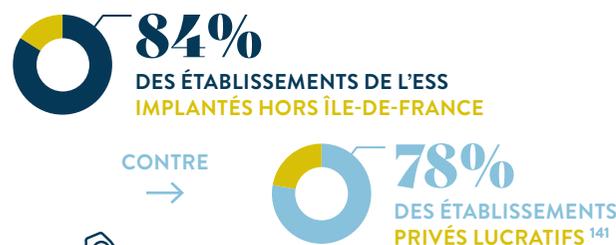
L'implantation territoriale des entreprises de l'ESS ne va cependant pas de soi : elle peut être facilitée par la conjonction de plusieurs facteurs comme l'histoire et la culture locale d'un territoire, l'évolution des politiques publiques, la présence localisée de secteurs d'activités et filières où elle se positionne avantageusement, etc. Son poids parmi les emplois ou les établissements d'une même région peut ainsi fortement varier, allant par exemple de 9,5% de l'emploi en Savoie à 18,3% en Haute-Loire. [CARTES 1 ET 2]

L'ESS sait par ailleurs répondre aux besoins spécifiques des populations et des entreprises, notamment dans les territoires plus faiblement pris en charge par la collectivité ou le secteur privé lucratif. C'est le cas de nombreux territoires fragilisés et/ou isolés, où les taux de chômage et de pauvreté sont importants, comme les quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV). L'ESS y représente 26,5% des emplois voire même 31,2% en Auvergne-Rhône-Alpes (contre 10,4% en moyenne au niveau national) du fait de la mobilisation des associations dans le développement de services d'action sociale, de loisirs ou de soutien aux entreprises.

En milieu rural isolé, l'ESS représente 1 emploi sur 7 grâce à l'implantation de ses établissements sociaux et

sanitaires, ses services d'aide à domicile ou ses services de proximité (aide à domicile, épicerie locale multi-services comme **Comptoir de Campagne**) ou ses activités de soutien à l'économie (coopératives agricoles, groupements d'employeurs, etc.). Elle participe de fait à la résorption des inégalités sociales et territoriales.

32

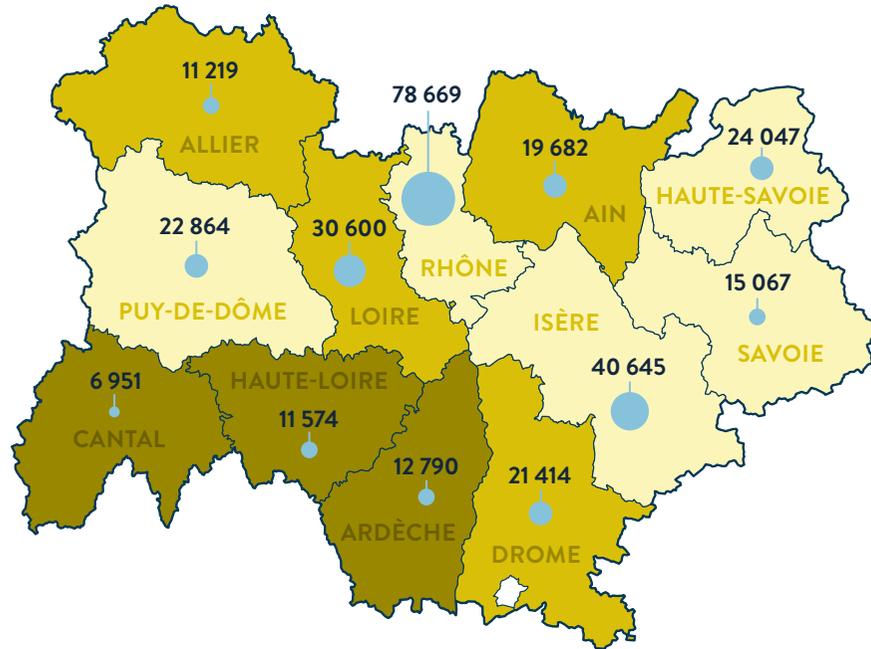


INNOVALES (Saint Pierre en Faucigny, Haute-Savoie)

L'association InnoVales est un Pôle Territorial de Coopération Économique (PTCE) qui œuvre depuis 2013 dans le domaine du développement durable et de l'ESS sur le Genevois français et la Haute-Savoie. Avec les habitants, les entreprises, les collectivités, les chambres consulaires, etc. de son territoire, InnoVales agit pour animer les filières de la transition énergétique (éco-construction, habitat durable, rénovation énergétique, énergies renouvelables...), booster l'entrepreneuriat et l'innovation sociale mais aussi à faire émerger des nouveaux modèles économiques et de nouvelles manières de faire.

 innovales.fr

1 • NOMBRE ET PART DE L'EMPLOI ESS DANS L'ENSEMBLE DE L'EMPLOI, PAR DÉPARTEMENT



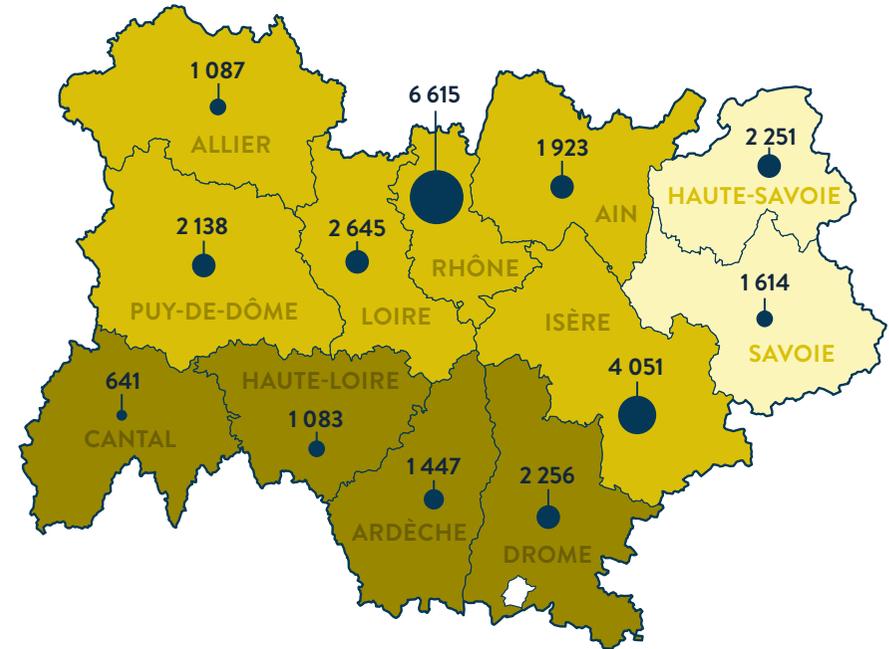
POIDS DE L'ESS DANS L'ENSEMBLE DE L'EMPLOI RÉGIONAL

- Inférieur à 11%
- Entre 11% et 15%
- Supérieur à 15%

NOMBRE D'EMPLOIS DE L'ESS DANS LE DÉPARTEMENT

- Inférieur à 7 000
- Entre 7 000 et 40 000
- Supérieur à 40 000

2 • NOMBRE ET PART DES ÉTABLISSEMENTS EMPLOYEURS ESS SUR L'ENSEMBLE DES ÉTABLISSEMENTS EMPLOYEURS, PAR DÉPARTEMENT



POIDS DE L'ESS DANS L'ENSEMBLE DES ÉTABLISSEMENTS EMPLOYEURS DU DÉPARTEMENT

- Inférieur à 9%
- Entre 9% et 11%
- Supérieur à 11%

NOMBRE D'ÉTABLISSEMENTS EMPLOYEURS DE L'ESS DANS LE DÉPARTEMENT

- Inférieur à 600
- Entre 600 et 6 000
- Supérieur à 6 000

L'Observatoire Régional de l'ESS et la CRESS Auvergne-Rhône-Alpes

Ce panorama a été rédigé par l'Observatoire Régional de l'ESS (ORESS) de la Chambre Régionale de l'ESS Auvergne-Rhône-Alpes, en partenariat avec ESS France.

Publications de l'ORESS AuRA

34

LES PERSPECTIV'ESS - NOTES D'ANALYSE DES FILIÈRES DE DÉVELOPPEMENT DE L'ESS :

+ Circuit-court et alimentation durable » (2017)

+ Economie Circulaire (2016)

+ Bailleurs sociaux : une coopération d'avenir (2018)

+ La mobilité pour les entreprises de l'ESS (2018)

+ Silver Eco (2019)

+ Handicap (2019)

+ Habitat durable (2019)

+ Culture (2019)

+ L'événementiel éco-responsable (2020)

+ La production locale d'électricité renouvelable (2020)

+ Le numérique durable (2021)

+ Textile, ESS et RÉEMPLOI (2022)

+ Petite enfance, l'accueil des jeunes enfants (2022)

Retrouvez toutes les publications sur notre site cress-aura.org 



L'Observatoire national et le réseau des observatoires régionaux

Le réseau des observatoires de l'Économie Sociale et Solidaire est un dispositif de mesure et de suivi de l'ESS en France et dans les régions. Le réseau s'organise autour de l'Observatoire National de l'ESS (ONESS), porté par ESS France et des Observatoires Régionaux de l'ESS (ORESS) animés par les CRESS.

Lieux de convergences et de mutualisation des travaux sur l'ESS, les observatoires s'appuient sur une méthodologie homogène, scientifique et cohérente entre les territoires afin d'assurer des services d'étude, de veille, d'aide à la décision et de prospective tant pour les acteurs de l'ESS (réseaux, fédérations, entreprises) que pour les pouvoirs publics.

Ses productions alimentent la stratégie et le plaidoyer en faveur de l'ESS, contribuent à la connaissance et la promotion de l'ESS et appuient le développement des entreprises. Elles prennent la forme de notes, d'études, de panoramas et diagnostics territoriaux.

Les thématiques d'études portent sur le suivi de la conjoncture dans l'ESS, l'emploi, les métiers et compétences dans l'ESS, l'égalité femmes-hommes, les secteurs et filières, la création d'entreprises, le financement, le suivi de politiques et dispositifs publics ou encore la place de l'ESS dans les territoires.

ess-france.org/le-reseau-des-observatoires-de-l-economie-sociale-et-solidaire 



cress

Chambre Régionale
de l'Économie Sociale
et Solidaire
Auvergne-Rhône-Alpes

Les Chambres Régionales de l'Économie Sociale et Solidaire sont les associations mandatées par l'État pour fédérer, représenter et accompagner l'ensemble des acteurs de l'ESS. Elles sont regroupées au sein d'ESS France, qui répond à leur besoin de structuration et favorise une meilleure reconnaissance de leurs actions au niveau national.

La CRESS Auvergne-Rhône-Alpes intervient sur 3 axes majeurs :

- **Politique** en représentant les intérêts des acteurs de l'ESS auprès des institutions publiques pour les intégrer dans leur stratégie de développement local,
- **Stratégique** en facilitant et dynamisant les coopérations territoriales,
- **Économique** en permettant aux structures de l'ESS d'élargir leurs réseaux et de dynamiser leurs projets à travers de l'accompagnement personnalisé, des rencontres d'affaires et des formations.

En tant qu'acteur incontournable et véritable laboratoire des initiatives remarquables, la CRESS AuRA permet à chaque acteur de participer au mouvement de l'ESS et de confirmer son statut de pionnier de fabricant de solutions et d'écosystèmes innovants.

cress-aura.org 

 **Pour en savoir plus**

CARTECO
LES STRUCTURES DE L'ESS QUI FONT
LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE

 **Ambition** ESS.
AUVERGNE-RHÔNE-ALPES
LE PORTAIL DE RÉFÉRENCE DE L'ESS
EN AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

Contacts Pôles ESS

Implantée à Clermont-Ferrand et à Lyon, la CRESS AuRA appuie et coordonne une douzaine de **Pôles ESS** partenaires pour agir au plus près des territoires dans chaque département. Ces structures sont des lieux ressources en matière d'ESS auprès de l'ensemble des acteurs du territoire.

VAL DE SAÔNE - DOMBES -
CÔTIÈRE DE L'AIN (01)

Domb'Innov

96 Avenue du Formans
01600 Trévoux
04 74 08 71 17
contact@dombinnov.fr

TERRITOIRES DE L'AIN* (01)

**Sauf Pays de Gex (InnoVales), Val de Saône,
Dombes et Cotières de l'Ain (Domb'Innov)*

AGLCA

4 Allée des Brotteaux
01000 Bourg-en-Bresse
04 74 23 29 43
aglca@aglca.asso.fr

SAVOIE (73)

France Active Savoie Mont-Blanc

180 Rue du Genevois
73000 Chambéry
04 79 69 11 01
info@franceactive-savoie-montblanc.org

RIVES DU HAUT-ALLIER (43)

Les Ateliers de la Bruyère

Route du Mont Mouchet
43170 Saugues
04 71 74 26 80
lesateliersdelabruyere@wanadoo.fr

PUY-DE-DÔME/CLERMONT
AUVERGNE METROPOLE (63)

CRESS AURA

11 Rue Auguste Lacroix
69003 Lyon
04 78 09 11 97
info@cress-aura.fr

MÉTROPOLE DE GRENOBLE (38)

Alpesolidaires

6 Rue Berthe de Boissieux
38000 Grenoble
06 68 35 32 22
animation@alpesolidaires.org

ROANNAIS (42)

Association POLLENS

Maison des Combattants et
de la Paix
18 Rue de Cadore
42300 Roanne
06 30 30 49 74
pollens.roanne@gmail.com

NORD ISÈRE (38)

Groupe OSEZ

SIÈGE SOCIAL
4 Rue du docteur Paul Sage
38110 La Tour du Pin

COWORKING LE PATIO

Place Victor et Hélène Basch,
38090 Villefontaine
04 74 83 02 31
pole-ess@groupe-osez.fr

NORD/CENTRE DRÔME ET
ARDÈCHE (07, 26)

Initiative 26 07

9 Rue Olivier de serres
26300 Châteauneuf-sur-Isère
04 75 70 06 94
info.ess@initiative2607.fr

BOCAGE BOURBONNAIS (03)

Le Mazier - Bocage Numérique

19 Rue de la République
03160 Bourbon-l'Archambault
06 60 63 16 12
bocagenumerique@gmail.com

ARDÈCHE MÉRIDIONALE (07)

Amesud

1 Rue de la Gare
07260 Joyeuse
04 75 89 21 51
info@amesud.fr

RHÔNE/GRAND LYON (69)

CRESS AURA

28 Boulevard Léon Jouhaux
63100 Clermont-Ferrand
04 78 09 11 97
info@cress-aura.fr

GENEVOIS FRANÇAIS
HAUTE-SAVOIE (01, 74)

InnoVales

14 Rue des Vanneaux
74800 Saint-Pierre-en-Faucigny
04 50 07 58 38
contact@innovales.org

PANORAMA 2023

Ce que l'ESS apporte à la société

L'Économie Sociale et Solidaire représente une très grande variété d'organisations et de modèles d'entreprises qui façonnent notre quotidien. Et pour cause, ce sont les citoyennes et citoyens qui en sont à l'initiative, pour répondre à chacun de leurs besoins, sur tous les territoires. Ce panorama de l'économie sociale et solidaire régional se veut une représentation fidèle et synthétique de la diversité de ses contributions à la société d'aujourd'hui, comme celle à venir. Il présente au travers de nombreux indicateurs le poids des différentes familles juridiques de l'ESS (associations, coopératives, mutuelles, fondations, sociétés commerciales de l'ESS), les 20 activités et filières majeures dans lesquelles elles s'illustrent, leur ancrage dans les territoires et les conditions dans lesquelles on y travaille.

En quelque sorte, il s'agit aussi d'un portrait d'Auvergne-Rhône-Alpes et de la façon dont ses citoyennes et citoyens incarnent au jour le jour une autre façon de faire l'économie et de faire société. Une place importante est donc laissée à la présentation d'initiatives concrètes qui permettent d'illustrer les grands chiffres de l'ESS.



Chambre Régionale
de l'Économie Sociale
et Solidaire
Auvergne-Rhône-Alpes

CONTACTS CRESS AURA

Site de Clermont-Ferrand - siège social :

ADRESSE VISITEURS :

28 Boulevard Léon Jouhaux
63100 Clermont-Ferrand

ADRESSE POSTALE :

27 Rue Saint-Robert

63100 Clermont-Ferrand

04 73 90 29 61 • info@cress-aura.org

Site de Lyon - siège administratif :

11 Rue Auguste Lacroix

69003 Lyon

04 78 09 11 97 • info@cress-aura.org

Lorène Pastiau

Chargée de mission Observatoire Régional de l'ESS

lpastiau@cress-aura.org

Sébastien Maréchal

Co-directeur - Responsable du Pôle Promotion,
Communication & Influence

smarechal@cress-aura.org

L'OBSERVATOIRE NATIONAL DE L'ESS BÉNÉFICIE DU SOUTIEN DE :



L'OBSERVATOIRE RÉGIONAL DE L'ESS BÉNÉFICIE DU SOUTIEN DE :



EN PARTENARIAT AVEC ESS FRANCE

